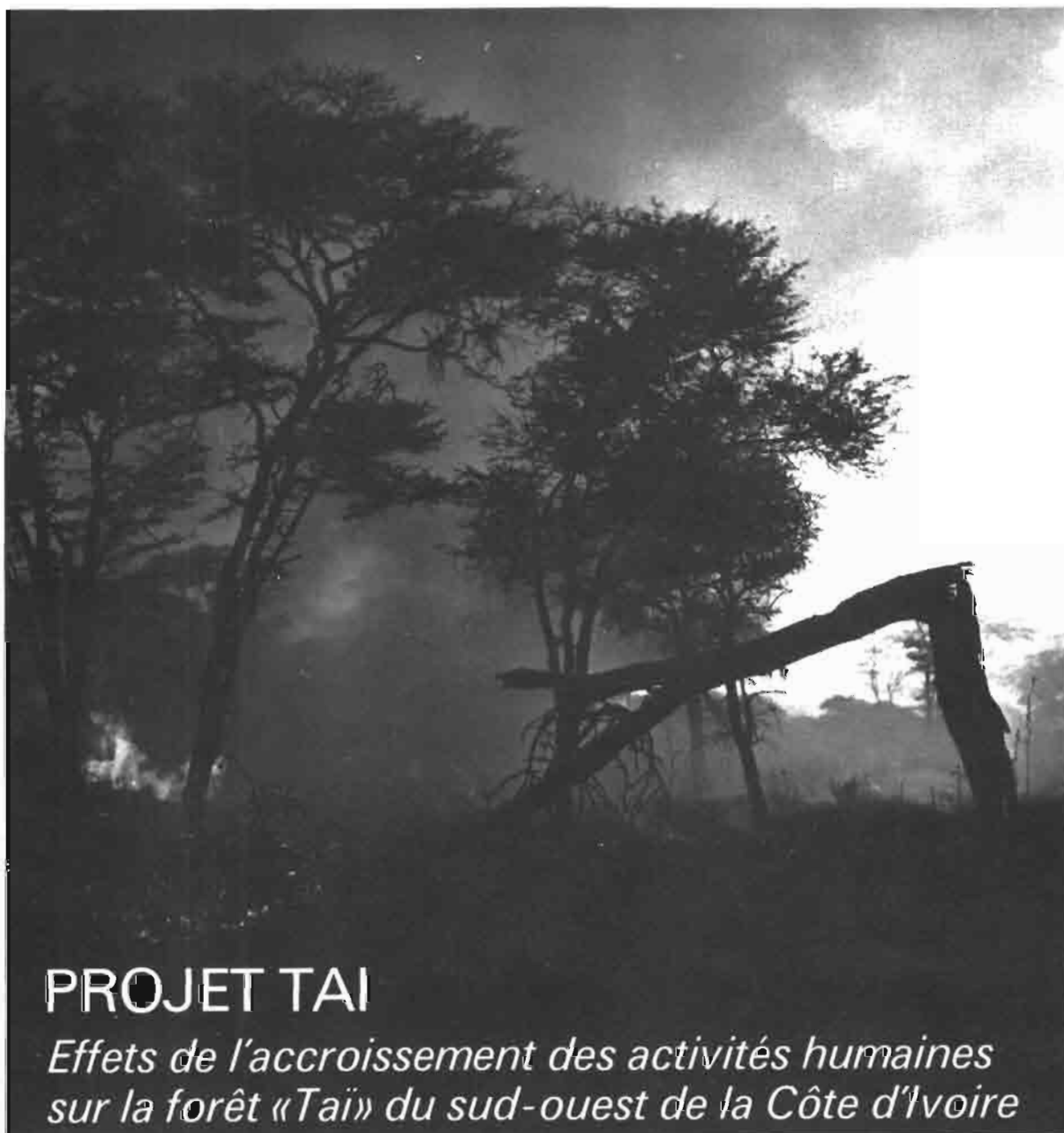


Distribution limitée
SS-77/WS/15
Paris, octobre 1977
Original français

Etablissements
humains
et environnement
socioculturel

4



PROJET TAI

*Effets de l'accroissement des activités humaines
sur la forêt «Tai» du sud-ouest de la Côte d'Ivoire*

UNESCO


PROJET I

PROGRAMME "L'HOMME ET LA BIOSPHERE"

PROJET TAÏ

Rapport de synthèse de la recherche interdisciplinaire pilote réalisée par le Ministère de la Recherche scientifique de la République de Côte d'Ivoire sur : "Les effets de l'accroissement des activités humaines sur la forêt du sud-ouest de la Côte d'Ivoire et le dynamisme pionnier dans la région de Soubré".

U N E S C O

Division des Etablissements humains
et de l'Environnement socio-culturel

Paris - septembre 1977

ORGANISMES DE RECHERCHE ET CHERCHEURS DU
MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DE COTE D'IVOIRE
AYANT PARTICIPE AUX TRAVAUX ET A L'ELABORATION DU RAPPORT
FINAL DU "PROJET PILOTE"

Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) :

- J.F. Richard - géographe
- P. Lena - géographe
- F. Martinet - sociologue
- A. Schwartz - sociologue

Institut de Géographie Tropicale de l'Université Nationale d'Abidjan (I.G.T.) :

- chercheurs, stagiaires et étudiants
- M. Djamat Dubois
- B. Koli Bi Zuéli
- M. Koné
- A. N'Guessan

Institut d'Ethno-sociologie de l'Université Nationale d'Abidjan (I.E.S.)

- chercheurs, étudiants
- Y. M. Amany

Université de Paris X - Nanterre :

- Mlle Neveu - géographe

Le présent document constitue une première contribution de la République de Côte d'Ivoire au Programme intergouvernemental "l'Homme et la Biosphère" - Projet 1, de l'UNESCO. Il s'inscrit dans le cadre du Projet Taï, conçu par le Ministère de la Recherche scientifique de Côte d'Ivoire et mis en oeuvre sous la coordination de l'Institut universitaire ivoirien d'Ecologie tropicale.

Son contenu est un résumé synthétique des travaux réalisés sur les effets de l'accroissement des activités humains sur la Forêt TAI du Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire et concerne la zone allant de la vallée du Sassandra au Parc National Taï conformément aux termes du contrat relatif au PROJET DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE PILOTE, établi entre le Ministère de la Recherche Scientifique de Côte d'Ivoire et l'Unesco - Division des Etablissements humains et de l'Environnement socio-culturel.

La réalisation de ce projet pilote a permis au Ministère de la Recherche Scientifique de Côte d'Ivoire :

- d'une part, de promouvoir un premier essai de synthèse pluridisciplinaire grâce à l'intégration au sein d'une même équipe de chercheurs appartenant à divers organismes de recherche placés sous sa tutelle ;
- d'autre part, d'initier et de former des chercheurs stagiaires et des étudiants en les associant aux différentes étapes des activités de recherche sur le terrain;
- et enfin de définir un langage scientifique commun entre les chercheurs de disciplines et d'origine différentes.

Le PROJET PILOTE a donné lieu à l'élaboration de quatre rapports à partir desquels la Division des établissements humains et de l'environnement socio-culturel a effectué cette synthèse.

- "Guide détaillé de recherche" - 10 pages.
Juillet 1976 - Ministère de la Recherche Scientifique - Abidjan.
- "Rapport intérimaire" - 70 pages - 1 carte h.t. octobre 1976 -
Ministère de la Recherche scientifique - Abidjan
- "Projet de rapport final" - 158 pages - 2 cartes h.t. décembre 1976
Ministère de la Recherche Scientifique - Abidjan
- "Rapport final" - 250 pages. - 8 cartes h.t. annexes - mars 1977
Ministère de la Recherche scientifique - Abidjan

Ces quatre rapports pourront être consultés par les lecteurs désireux d'obtenir des informations plus développées sur les aspects méthodologiques et techniques des recherches et sur les résultats obtenus.

- Secteur des Sciences sociales et leur application,
Division des Etablissements humains et de l'Environnement socio-culturel.

TABLE DES MATIERES

Pages

LE FRONT PIONNIER (PROBLÉMATIQUE)

I. UNE FORET ET DES HOMMES

3 - 7

Le pays bakwé avant l'installation du front pionnier

1. Le milieu de la forêt dense 3
2. La société bakwé traditionnelle et son espace 4
3. Les premiers contacts avec l'extérieur 6

II. L'IMMIGRATION

8 - 19

Un facteur majeur de transformation du milieu forestier

1. Le dynamisme pionnier 8
2. Les processus migratoires 9
3. Les modalités d'installation 14
4. La mise en place de l'exploitation 17
5. Les rapports autochtones/allochtones 18

III. L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION DANS UN TERROIR BAKWE ET DANS LE FRONT PIONNIER

20 - 43

D'une économie de subsistance à l'économie de plantation

1. Le système de production bakwé 20
2. Les techniques culturelles 23
3. L'organisation sociale du travail 28
4. Le contrôle social de la production 31
5. Le système de production allochtone 33

- <i>Les Dioula</i>	35
- <i>Les Mossi</i>	38
- <i>Les Baoulé</i>	39
 <u>Conclusion</u>	42
 IV. <u>LA TRANSFORMATION DES ESPACES NATURELS EN ESPACES</u> <u>HUMANISES</u>	44 - 51
Paysage du présent et de l'avenir	
1. <u>Structure et dynamique d'une forêt primaire</u> <u>sous l'action anthropique</u>	44
- <i>La dégradation des paysages</i>	45
- <i>L'agradation culturelle</i>	47
- <i>L'homogénéisation des paysages</i>	49
<i>Un terroir autochtone sans organisation privilégiée</i>	50
<i>Un front pionnier guidé par les pistes forestières</i>	51
 <u>EXTENSION ET REPRODUCTION DU FRONT PIONNIER</u>	52 - 54
 <u>ROLE DES SCIENCES HUMAINES DANS LA POURSUITE DU PROJET TAI</u>	55
 <u>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</u>	56 - 57

LE FRONT PIONNIER

Problématique

En 1971 la population du Canton Bakwé de la sous-préfecture de Soubré était de 3484 habitants, elle passe à 11.956 en 1975 et actuellement, au début de l'année 1977, elle peut être estimée à plus de 15.000 habitants. Entre 1971 et 1975, la densité de cette population augmente de 1 à 4 habitants par kilomètre carré ... l'accroissement actuel est de l'ordre de 30 % par an. Cet accroissement démographique provient pour l'essentiel d'une *immigration massive* de maliens, de guinéens, de voltaïques et, surtout, d'ivoiriens originaires des savanes du centre et du nord du pays qui découvrent un milieu forestier riche de potentialités, pratiquement vide d'hommes jusqu'à ces dix dernières années.

Ce mouvement de population, apparemment spontané, se traduit par un *front pionnier exceptionnel* à bien des égards. Le front pionnier s'étend sur une soixantaine de kilomètres, sur les marges orientales de la forêt Taï, entre une boucle du Sassandra au nord de Soubré et le haut bassin du San Pédro (ou Gô) au Sud (fig. 1). Il se caractérise immédiatement par l'intensité des défrichements et par la densité de l'occupation du sol. Il se calque sur le tracé des pistes ouvertes par les exploitants forestiers, pistes qui suivent les lignes de crête et les hauts de versants, se subdivisent en un réseau arborescent très dense et atteignent les limites du Parc National de Taï. L'essentiel des parcelles défrichées est réservé à la culture de rente, plantations de caféiers et, surtout, de jeunes cacaoyers ... Le dynamisme pionnier est une des caractéristiques de la zone intertropicale. Mais, par sa concentration, le fait est rare en Afrique de l'Ouest, même si des mécanismes socio-économiques identiques se retrouvent ailleurs, au Sénégal, au Ghana ou dans le reste de la Côte d'Ivoire. Pour avoir des exemples d'une telle rapidité et d'une telle intensité, il faut aller en Amazonie ou en Insulinde.

A l'échelle de la Côte d'Ivoire, le front pionnier est à mettre en rapport, direct ou indirect, avec *le développement récent du Sud-Ouest*. La création du port et de la ville de San Pédro et l'ouverture de la route San Pédro, Soubré, Man ou Gagnoa ont désenclavé cet arrière-pays situé entre la côte et les axes de vieille colonisation et de regroupement dida, bété ou guéré, passages vers les savanes du nord. Les chantiers forestiers et de travaux publics ou les plantations agro-industrielles

.../...

des sociétés d'état peuvent servir de relais au migrant. C'est par ce biais que les grands projets d'aménagement régionaux pourront favoriser l'extension du front pionnier. Il y a d'ailleurs une volonté de lier cette immigration rurale au développement du Sud-Ouest : l'organisme d'état chargé de ce développement, l'ARSO, a créé ses propres structures d'accueil pour les "déguerpis" baoulés de la région du lac de Kossou.

La problématique qui se dessine est essentiellement sociologique et géographique, c'est celle d'une dynamique, *d'une absence de contraintes humaines ou naturelles à l'accroissement d'une population allogène et de ses activités*. Les questions sont multiples. Pour le sociologue, il s'agit d'expliquer l'intensité du mouvement migratoire lui-même, les facilités d'installation des migrants, leur faculté de reproduction sociale ... Pour le géographe, il s'agit de montrer comment ces pionniers occupent et organisent si rapidement ce nouvel espace, comment ils maîtrisent si facilement ce nouveau milieu qu'ils ne connaissaient pas ... Mais, la question sous-jacente est de savoir jusqu'à quel point il n'y a pas de phénomènes de réaction, sinon de rejet, de la part du milieu humain autochtone comme du milieu naturel ...

Le point de départ de cette étude est la comparaison des recensements de 1971 et 1975. Elle met en évidence le dynamisme pionnier et a permis de choisir un secteur d'enquête (fig. 2) représentatif tant du point de vue humain que naturel.

.../...

LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE

(Zone retenue pour le projet Pilote)

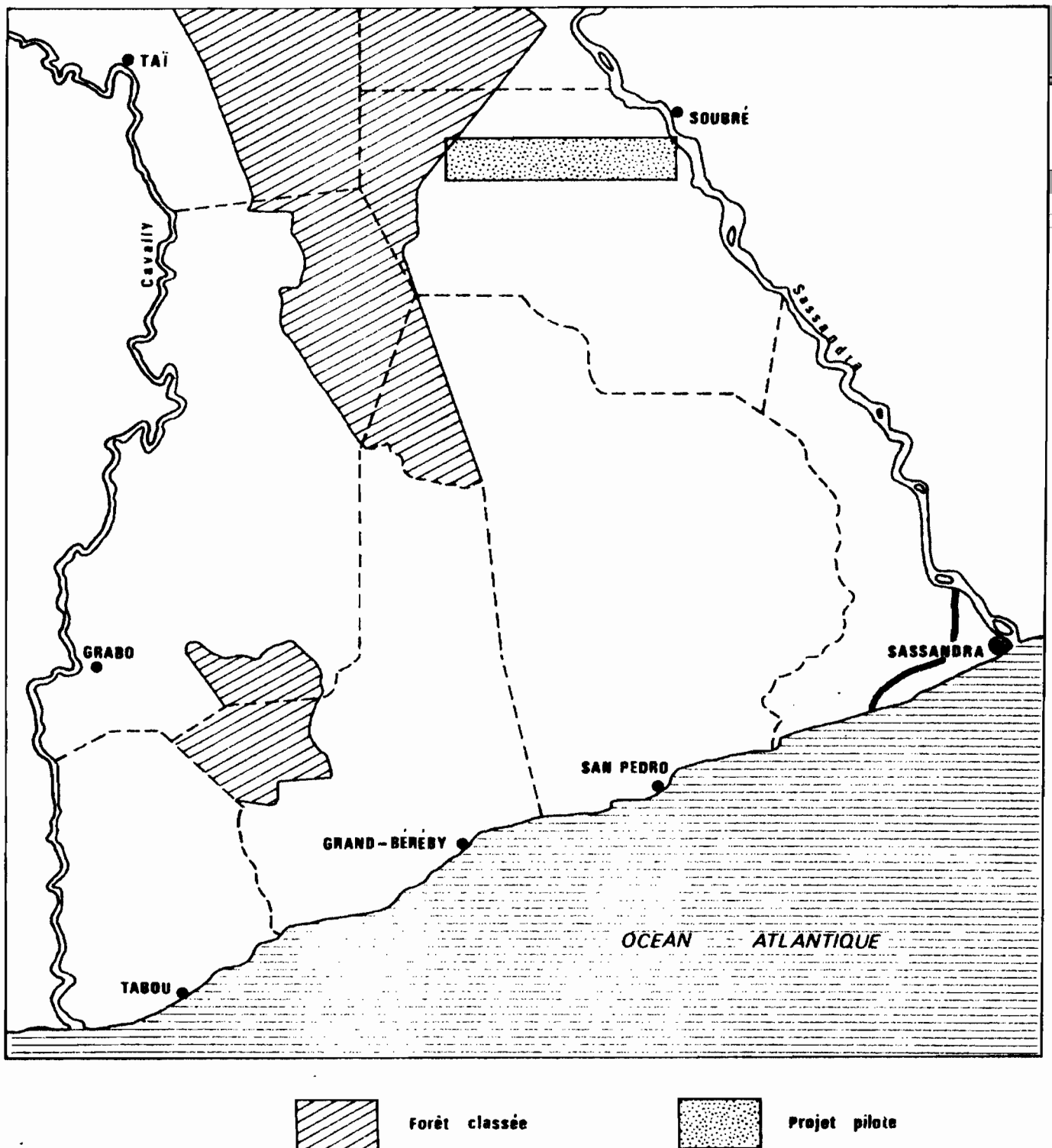


Fig. 1

Echelle 1,1.000.000

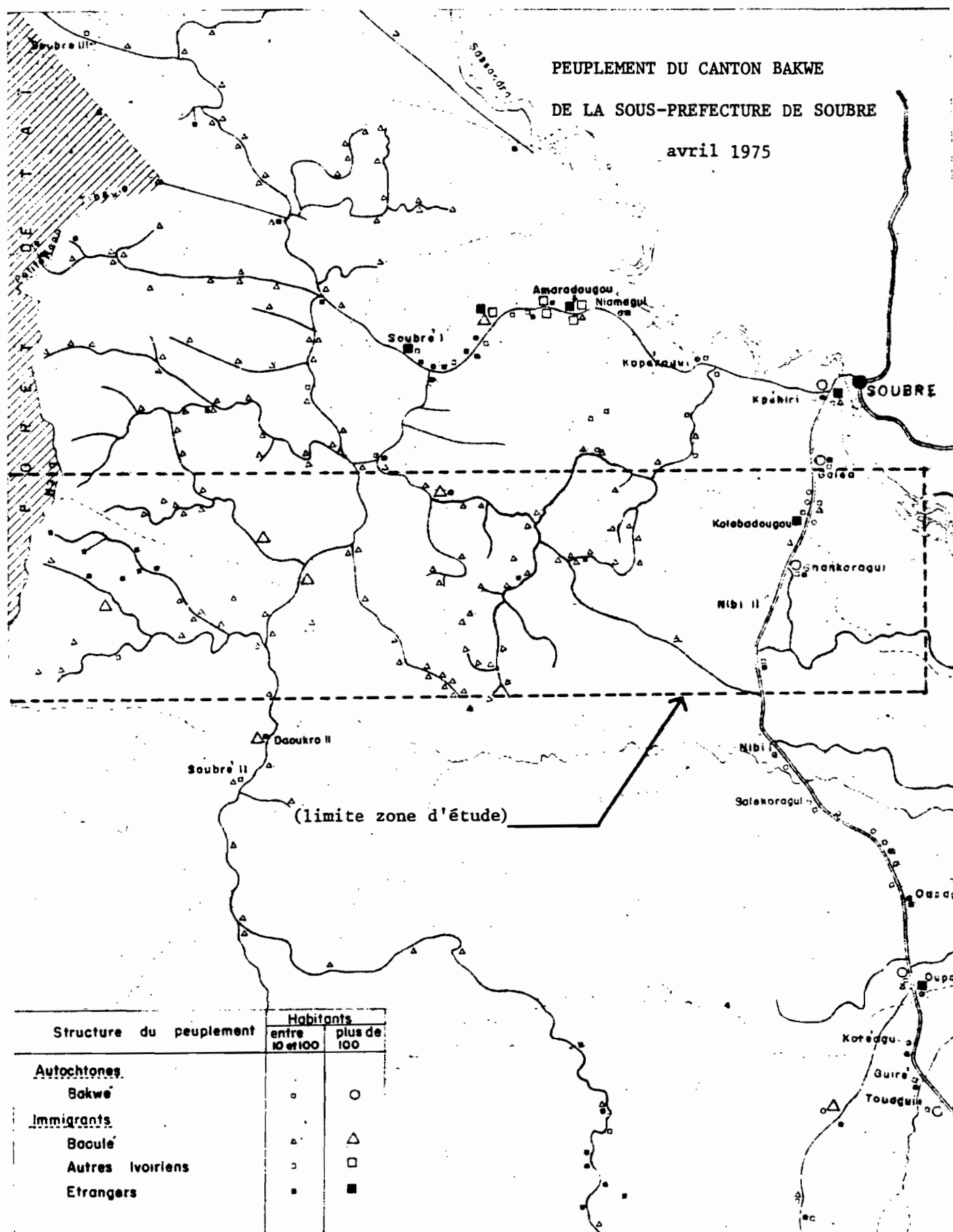


Fig. 2
Source : ORSTOM d'après Recensement National,
avril 1975

Echelle 1:200.000

I - UNE FORET ET DES HOMMES

Le pays Bakwe avant l'installation du front pionnier

1. Le milieu de la forêt dense :

Celui qui arrive des savanes guinéennes ou soudaniennes découvre un monde nouveau. La "forêt noire" du sud-ouest ivoirien, forêt dense, humide, très haute, toujours verte. L'exhubérance de la végétation est liée à une forte pluviosité et à l'atténuation des contraintes de la saison sèche. Entre Soubré et Taï la pluviométrie annuelle moyenne augmente de 1700 à 1900 ou 2000 mm et seuls deux ou trois mois de décembre à février, auxquels s'ajoute parfois le mois d'août sont relativement "secs".

La forêt est d'abord *un univers dense et monotone*. Avec du recul, en bordure d'un grand fleuve ou à la faveur d'un défrichement agro-industriel, c'est une paroi impénétrable à la vue, un mur végétal de plus de quarante mètres de hauteur le long duquel s'élèvent les brouillards matinaux. Les pistes les plus importantes la traversent en tranchée, en gorge, et les plus petits sentiers pénètrent sous une voûte jointive .. A l'intérieur de la forêt, la vision s'arrête à une vingtaine de mètres. De place en place un tronc énorme, reposant sur de puissants contre-forts et de longues racines traçantes, se perd d'un seul jet dans les frondaisons. Les cîmes de ces arbres gigantesques sont rarement visibles. Le sous-bois est souvent clairsemé, mais la marche régulière est rendue difficile par les nombreux chablis, trouées dues à la chute des arbres. La moindre ouverture est rapidement cicatrisée par une végétation de lumière confuse et rébarbative.

Vu d'un inselberg ou d'un avion, le toit de cette végétation est continu ; aucune protubérance ou aucune déchirure ne peut servir de repère. L'aspect grumeleux du paysage semble partout le même, que les cîmes soient par place des feuillages d'un vert profond ou, au contraire, d'un rouge flamboyant ou, encore, qu'elles se réduisent à des branchages tortueux et grisâtres. Certes, la végétation change et se diversifie dans les conditions physiques les plus extrêmes, sur les mornes rocheux ou sur les berges des fleuves, dans les bas-fonds marécageux ou sur les littoraux. Mais la forêt de plaine semble partout identique entre ces quelques milieux très contraignants.

.../...

- le potentiel climatique extrême - chaleur et humidité explique aussi l'intense altération des roches-mères et l'existence d'un fort manteau "d'altérités" constitutif d'un sol et d'un sous-sol en constante transformation;
- la "surface du sol" est le lieu où se déroulent de multiples processus physiques, chimiques et biologiques. Cette zone de contact majeur est aussi "l'épicentre dynamique" du milieu naturel. C'est ici qu'il faudra chercher les signes les plus importants d'un équilibre ou d'une perte d'équilibre de ce milieu. C'est dans cette forêt que s'est mise en place l'ancienne société Bakwe.

2. La société Bakwe traditionnelle et son espace :

Les Bakwe font partie de l'entité culturelle KROU dont on connaît mal les origines. Tout ce que l'on peut affirmer c'est que le peuplement actuel est issu d'un fond incontestablement autochtone qui occupait autrefois des territoires beaucoup plus vastes.

De l'examen du processus de mise en place des populations bakwe de la région de Soubré, il ressort avec force que cette partie de la forêt du sud-ouest ivoirien n'a de tout temps été que très faiblement - voire pas du tout peuplée. Il est vraisemblable que la densité de peuplement de l'actuelle réserve Taï n'ait jamais été supérieure à 0,5 habitant au km². Pour des raisons évidentes (facilité des communications, possibilité de pêches ...) les populations s'établirent essentiellement le long des cours d'eaux. Les 11 villages (grigbe) bakwe qui ont été étudiés se répartissent ainsi le long des berges du Sassandra, de ses affluents Louo et Nanie, de la Hana et du Gô. Les structures sociales et tout particulièrement des règles de double exogamies expliquent la grande mobilité sociologique et géographique de la société bakwe. Si les Bakwe ne maîtrisaient pas vraiment l'immense espace forestier dans lequel ils s'étaient installés il leur était cependant bien connu et ils le contrôlaient.

C'est sans doute à travers l'examen du mode de production traditionnel que la nature des rapports jadis entretenus par les Bakwe avec leur espace apparaît le mieux. Ce mode de production était fondé sur la cueillette et une agriculture vivrière extensive très peu diversifiée.

La cueillette consistait d'abord en "ramassage" de produits végétaux et animaux de toute sorte - sans qu'intervienne un quelconque détour productif et qui permettait au bakwe de pourvoir à la plupart de ses besoins alimentaires. La chasse

constituait de loin l'activité la plus importante. Elle occupait l'homme d'une manière quasi permanente. Sa finalité n'était pas seulement économique. A la limite elle pourrait être interprétée comme une activité purement sociale. Pour le bakwe traditionnel, la chasse était avant tout une façon d'être vis-à-vis de l'espace, une manière d'affirmer sa présence dans la forêt, de contrôler son environnement à défaut de la maîtriser. La pêche enfin était une autre activité de cueillette. Elle n'avait pas dans la société bakwe traditionnelle l'importance de la chasse. Elle était surtout perçue comme une sécurité alimentaire, quand pour une raison ou une autre les vivres venaient à manquer.

Cette économie de cueillette n'entraînait aucune déformation notoire du milieu naturel. Seule une petite agriculture vivrière d'appoint ouvrait dans la forêt de minuscules clairières.

Une agriculture vivrière très peu diversifiée : Jadis, affirment les vieux, l'homme bakwé ne consacrait guère plus de 15 jours de l'année à l'agriculture. Ce temps allait exclusivement à l'abattage des arbres de la parcelle de forêt destinée à recevoir les quelques rares cultures vivrières produites en complément de l'économie de cueillette. La principale de ces cultures était le riz - il a de tous temps existé une variété autochtone de ce produit -, auquel s'ajoutaient le manioc et le maïs, d'introduction plus récente, ainsi qu'un certain nombre de petits légumes et condiments. Il s'agissait là d'une activité exclusivement féminine, l'homme ne participant ni à la mise en place des cultures, ni à leur entretien, ni à la récolte. La même parcelle ne servait jamais plus de deux ans, sans toutefois que celle-ci put recevoir du riz deux fois de suite. La notion de "jachère" n'avait pas grande signification. Pour éviter les mauvaises herbes, on préférait refaire chaque année son champ sur un morceau de forêt nouveau plutôt que de revenir, même après de nombreuses années, sur le même emplacement.

Un mode de production grand "consommateur" d'espace : Deux conclusions principales se dégagent de cette très rapide présentation du mode de production traditionnel. Tout d'abord, pour pouvoir se reproduire, ce mode de production avait considérablement besoin d'espace. Par le biais de la chasse, l'univers économique bakwé s'étendait à des dizaines de kilomètres du village de base, sans qu'il y ait d'ailleurs entre villages voisins de délimitation territoriale précise. Cela supposait donc que le "gâteau à partager" - la forêt bakwé - parvint toujours à fournir des parts également importantes à chacun. En d'autres termes, qu'un certain plafond démographique ne fût jamais dépassé. Le mythe du polissoir villageois devenu insuffisant pour les besoins de la communauté nous apparaît incontestablement lié à l'idée de rupture d'équilibre entre l'homme et le milieu quand précisément le "gâteau à partager" menace de donner des parts de plus en plus exiguës. C'est l'éclatement du groupe, dont une partie ira s'installer "plus loin" dans la forêt, qui permettra le maintien de cet équilibre. Contrainte d'équilibre qui explique la taille plus que réduite du village Bakwe.

En second lieu, ce mode de production, grand "consommateur" d'espace, n'est cependant absolument pas destructeur d'espace. L'économie de cueillette ne modifie en rien le milieu naturel :

les produits de ramassage se reproduisent au rythme des saisons, les techniques de chasse et de pêche utilisées assurent la reproduction normale du gibier et du poisson. La petite agriculture vivrière à laquelle se livre le Bakwé traditionnel n'affecte ce milieu guère davantage : les minuscules clairières ouvertes dans la forêt ne sont que des égratignures.

Le niveau le plus important de l'espace vécu Bakwé se situe donc au-delà du territoire du seul *grigbe* à l'échelle du territoire occupé par l'ensemble des patrilignages, qui non seulement sont complémentaires au plan de l'échange matrimonial, mais partagent également le même domaine cynégétique. Le véritable espace vécu traditionnel s'identifie ainsi à l'ensemble de la forêt bakwé, qui forme un tout difficilement décomposable. C'est seulement par rapport à cet ensemble que peut être valablement appréhendé le devenir de la société bakwé, aujourd'hui en pleine rupture d'équilibre avec son espace vécu traditionnel.

3. Les premiers contacts avec l'extérieur :

Les Bakwé n'ont pas attendu l'actuel désenclavement du sud-ouest pour se trouver confrontés avec le monde extérieur. L'"ouverture" se fit successivement par le "phénomène Kroumen", la mise en place de l'appareil colonial, la pénétration des cultures commerciales, le développement de l'économie forestière.

C'est par le biais de la "navigation" que s'établit le premier contact entre le monde bakwé et celui des blancs. Apanage, dans un premier temps, des krou côtiers, l'embarquement en qualité de "Kroumen", en fait d'hommes à tout faire, sur les navires européens opérant le long de la côte, toucha progressivement les populations de l'intérieur, en particulier les Bakwé, dont les groupements les plus méridionaux descendent presque jusqu'à Sassandra et San Pédro. Dès le 19ème siècle, en effet, le terme de Kroumen désignera davantage une catégorie socio-professionnelle, les "navigateurs", qu'un groupe ethnique, les "vrais" krou. Et à l'intérieur de cette catégorie socio-professionnelle, les bakwé ont de tous temps occupé une place importante.

Cette place, ils la consolideront tout au long de l'époque coloniale et la conserveront jusqu'à aujourd'hui.

La mise en place de l'appareil colonial s'est répercuté sur l'organisation de l'espace bakwé en provoquant des déplacements et des éclatements de villages et par la création d'unités territoriales nouvelles et de "tribus" artificielles.

.../...

Ainsi la création de la "route militaire" exigea le déplacement d'un certain nombre de villages et la scission d'autres pour la construction d'abord, l'entretien ensuite. La linéarité actuelle du peuplement autochtone est la conséquence directe de cette opération. Par ailleurs, l'administration reconnaissait l'existence de "tribus" qui n'étaient autres que le regroupement de plusieurs villages à des fins administratives mais qui n'avaient jamais correspondu à une quelconque réalité traditionnelle. L'introduction des cultures commerciales et surtout le développement de l'économie forestière accentuèrent le branchement des bakwé sur les circuits économiques et administratifs nationaux.

Malgré leur isolement, les Bakwé connurent l'économie de plantation dès les années 1920. Ce fut d'abord la culture du cacao, que les anglais avaient introduite et développée sur la côte bien avant la mise en place de l'appareil colonial français. C'est par le Sassandra que le cacao gagna la région de Soubré. Le café qui fit son apparition dans la même décennie, ne connut jamais beaucoup de succès en pays bakwé. Le principal obstacle au développement des cultures commerciales était en fait lié aux difficultés d'évacuation de la récolte. Jusqu'à une époque tout à fait récente, la commercialisation du café et du cacao produits par les Bakwé de Soubré était tributaire de la voie fluviale, le transport s'effectuant en pirogue jusqu'à Sassandra. Les avaries subies en cours d'acheminement, voire quelquefois la perte dans les rapides de la totalité du chargement, n'encourageaient guère les Bakwé à développer leur production, qui resta toujours modeste.

C'est également dans les années 1920 que les Bakwé furent confrontés avec le salariat de type industriel, avec l'ouverture par la SCAF, dans le "domaine de San Pédro" - ancienne concession d'Arthur Verdier - des premiers chantiers forestiers.

Le pays bakwé de Soubré ne vit cependant l'économie forestière se développer vraiment qu'au lendemain de l'indépendance. La première entreprise à s'implanter dans la région fut la société Juan et Wolf, en 1963. Là aussi, la principale difficulté résidait dans l'évacuation du bois. Jusqu'en 1969, toutes les billes produites par cette société étaient d'abord tirées par des "remorqueurs" de fortune de l'autre côté du Sassandra, entre Niamagui et Kopéragui, avant d'être acheminées en camion jusqu'au port d'embarquement. La route des crêtes, qui permettra la jonction directe entre Soubré et Sassandra par la rive droite, ne sera en effet ouverte qu'en 1967. C'est son achèvement qui donnera en fait le véritable top de départ à l'immigration dans cette région. Dès lors, les chantiers forestiers se multiplient. Des centaines de kilomètres de pistes sont ouvertes. La trame du futur front pionnier se met progressivement en place. Le terrain est prêt à recevoir les premiers immigrants.

II - L'IMMIGRATION

Un facteur majeur de transformation du milieu forestier

1. Le dynamisme pionnier :

La zone forestière à l'est du Parc National Taï, jadis territoire de chasse des bakwé, autochtones, était demeurée, jusque dans les années 60, quasiment vierge de toute occupation allochtone.

En 1961 et 1962 arrivent quelques étrangers (le tout premier en 1957). L'immigration commence vraiment en 1965 avec l'arrivée de 17 actifs allochtones (baoulé, autres ivoiriens et étrangers) et aussi la fondation de ce qui allait devenir un véritable village : Amaradougou.

En 1971, on constate déjà que le mouvement s'est accéléré. Mais c'est l'année 1972 qui voit le début de l'immigration massive : 319 actifs (136 seulement en 1971). Trois ans après le nombre des allochtones aura triplé. 1972 voit aussi l'arrivée en masse des voltaïques et des maliens : 53 actifs mossi, 24 actifs bambara.

En 1974 et 1975, 282 actifs mossi nouveaux se sont installés et 148 actifs bambara.

Les recensements de 1971 et de 1975 ont révélé que l'immigration dans cette zone avait évolué en quelques années d'une manière spectaculaire. En janvier 1971, le canton Bakwé de la Sous-Préfecture de Soubré comptait 3.484 habitants. La population a été augmentée entre 1971 et 1975 (avril) de 8.395 nouveaux allochtones (essentiellement des baoulé et des étrangers). Parmi les immigrants, la proportion d'étrangers s'est particulièrement accrue.

La proportion d'allochtones baoulé dans la population totale a doublé entre 1971 et 1975. Celle des étrangers a été multipliée par cinq. Ces derniers représentent, en 1975, près d'un quart de la population. Les baoulé, eux, atteignent 46 % (les autochtones bakwé, moins d'un cinquième).

En ce qui concerne les étrangers, c'est l'accroissement des voltaïques qui a été le plus spectaculaire : ceux-ci sont maintenant 25 fois plus nombreux qu'en 1971. Ils représentent 12,6 % de la population (les maliens : 9,5 %). En 1971, les étrangers (177 au total) venaient de quatre pays différents. En 1975 de huit pays.

La structure par sexe et par âge révèle une très grande jeunesse de la population allochtone (76,7 % de moins de 30 ans, 91,3 % de moins de 40 ans). L'excédent masculin ou féminin par tranche d'âge est partout, sauf dans la tranche 15-19 ans, à l'avantage des hommes. Il est particulièrement important au-delà de 20 ans.

Tenant compte de la situation matrimoniale, la structure par âge des actifs masculins allochtones de 15 ans et plus révèle un léger excédent global à l'avantage des hommes mariés (51,8 % d'hommes mariés pour 48,2 % de célibataires, veufs ou divorcés). Dans la tranche d'âge 20-34 ans, qui concentre 53,7 % des actifs, la proportion de célibataires est relativement forte : 31 % de célibataires pour 22,7 % d'hommes mariés.

Chez les étrangers, on remarque un excédent global en faveur des célibataires (52 % de célibataires pour 41,7 % d'hommes mariés). Dans la tranche d'âge 20-34 ans (62,7 % des actifs étrangers) la proportion de célibataires est plus forte que chez les allochtones ivoiriens (baoulé et autres) : 37,1 % de célibataires pour 21,5 % d'hommes mariés. 33,5 % des *chefs d'exploitation* étrangers (qui représentent 64,8 % des actifs masculins étrangers de 15 ans et plus) sont célibataires, veufs ou divorcés. C'est aussi chez les étrangers que le taux de polygamie est le moins élevé.

L'examen de la structure socio-professionnelle de la population allochtone met en évidence un fait majeur : 74,3 % des actifs masculins de 15 ans et plus sont chefs d'exploitation. Il n'y a donc même pas un actif masculin pour un chef d'exploitation (cf. tab. A31). 686 aides familiaux seulement travaillent pour 2440 chefs d'exploitation. Ce qui veut dire qu'une majorité de chefs d'exploitation sont les seuls actifs masculins de leur exploitation. Ceci confirme le caractère "pionnier" de ce mouvement migratoire : le migrant s'installe seul, éventuellement avec son épouse et commence à défricher.

Un certain nombre de chefs d'exploitation de "cultures vivrières" sont des migrants dont le statut de " planteur " n'est pas encore définitivement fixé : soit parce qu'ils sont encore à la recherche d'une terre propice, soit parce qu'ils ont choisi, la première année, de faire du vivrier. C'est chez les étrangers qu'on trouve le plus grand nombre de ces chefs d'exploitation.

2. Les processus migratoires :

La migration est soumise à des déterminations majeures qui sont celles du développement de l'économie marchande. Le procès migratoire qui affecte la totalité d'une société (la société mossi, par exemple) est en oeuvre dans un ensemble socio-économique qui inclut à la fois les zones de départ et les zones d'arrivée. En ce qui nous concerne , le véritable objet d'étude ne serait-il pas le type de division du travail instauré entre différentes régions ouest-africaines(fig. 12).

A cet égard, il était important pour nous d'examiner à travers notre enquête l'ensemble de l'immigration étrangère et non pas simplement les migrants d'une seule ethnie. Il n'y a pas que les Voltaïques, en effet, qui migrent en Côte d'Ivoire; de même qu'à partir de la Haute-Volta les mossi ne sont pas les seuls à migrer. En Haute-Volta, la migration touche pratiquement toutes les ethnies. Dans le front pionnier 16 ethnies "voltaïques" 7 ethnies "maliennes", 3 ethnies "guinéennes" ont été recensées. Ces migrations ont un dénominateur commun. Et s'il est légitime de privilégier pour l'étude les migrations des mossi, par exemple, il serait vain de chercher le "secret" de la migration dans la société mossi d'origine.

Certes, on ne peut nier l'existence, dans la société d'origine, de facteurs de résistance ou d'adaptation au "changement". Ce serait oublier que le système colonial n'a pas trouvé en face de lui une situation unique mais de multiples sociétés arrivées à des stades différents d'évolution. De plus, l'économie marchande, malgré l'utilisation de la violence et de la contrainte - qui ont joué par ailleurs le rôle essentiel de "déclencheur" des migrations (recrutement militaire, travaux forcés, imposition) - ne s'est pas subordonnée, *ipso facto*, le système de production antérieur (on a plutôt assisté à un "développement" inégal maintenant nos sociétés d'origine dans des zones "retardées"). Il a pu y avoir des arrêts, des retours en arrière, des accélérations. Les contradictions introduites par le nouveau système ont pu trouver dans des contradictions plus anciennes, pré-coloniales, des relais; et ainsi, plutôt que de rechercher des facteurs internes, déterminés par des caractères ethno-culturels qui favoriseraient, par exemple, la migration ("le dynamisme migratoire différentiel des ethnies"), c'est l'articulation entre divers types de contradictions qu'il faut examiner.

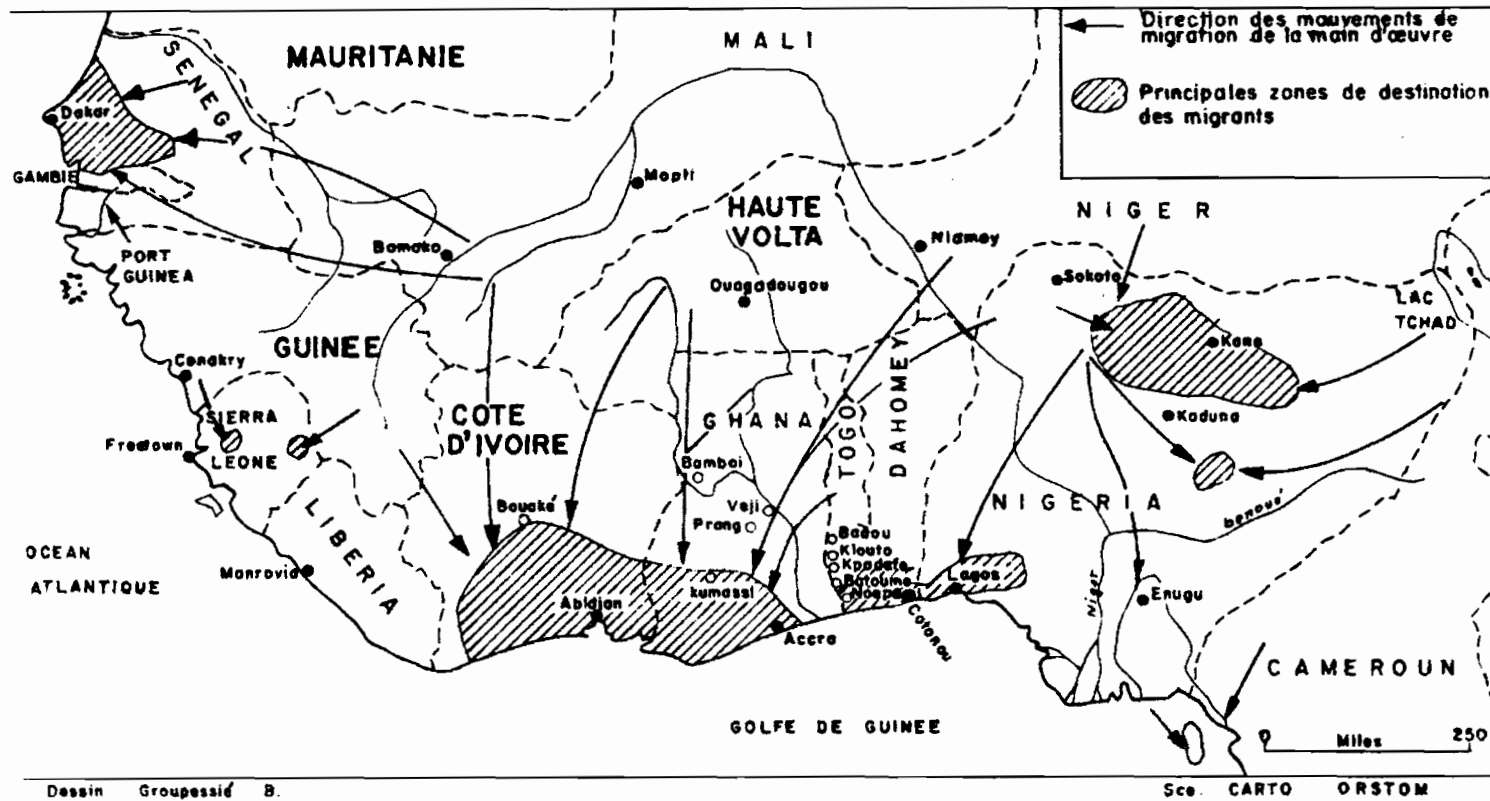
Pour l'allochtone, la création d'une exploitation agricole, précisément une plantation de café-cacao, est l'aboutissement du processus migratoire. Avant d'arriver au campement il a pu effectuer plusieurs étapes, occuper plusieurs emplois.

Au pays d'origine, il était généralement aide familial chez son père, cultivateur. Il a pu commencer à migrer très tôt. Le premier départ en migration date de 11,3 ans en moyenne pour un mossi, par exemple, et la durée totale de son absence, par rapport au pays d'origine, a été, en moyenne de 9,9 ans. Il a, pendant ce temps, changé 2,3 fois, en moyenne, d'emplois.

Les aides familiaux venant directement du pays d'origine pour créer leur exploitation sont encore rares (6 é-rangers sur 100 : 4 mossi, 1 baṃbara, 1 malinké malien) mais ils apparaissent ces dernières années avec l'arrivée massive des immigrants (2 en 1973, 4 en 1975).

.../...

Migrations de la main-d'œuvre en Afrique de l'Ouest



d'Après: Akin L. MABOGUNJE

Fig. 3

Les migrants étrangers ne se sont pas "débauchés" directement des chantiers forestiers ou des blocs agro-industriels : environ 15 % seulement des chefs d'exploitation sont dans ce cas - ce qui ne peut expliquer les difficultés rencontrées localement dans le recrutement de la main-d'oeuvre (*). Il s'agit néanmoins d'un transfert indirect à la migration agricole dans la mesure où ces installations à caractère définitif, mobilisent des hommes jeunes (l'âge moyen d'accession à l'exploitation est, pour les mossi par exemple, de 27 ans) qui autrement auraient été pendant de nombreuses années encore (90 % sont d'anciens migrants) disponibles pour la migration "de travail" dans le Sud-Ouest ou d'autres régions de Côte d'Ivoire (en Haute-Volta, les mossi ne peuvent espérer accéder à l'exploitation, en moyenne, avant 34 ans). Pour constituer leurs exploitations les migrants étrangers ont à leur disposition une main-d'oeuvre réduite, le plus souvent strictement familiale; certains même sont encore célibataires (33 %) et n'ont que leurs seuls bras pour défricher. Les droits de cultures, permanents, puisqu'il s'agit de cultures arbustives, s'obtiennent aisément auprès des autochtones qui concèdent des superficies importantes, la plupart du temps sans réelle contrepartie.

A ce propos il faut insister sur ce qui paraît être la caractéristique principale de ce "transfert". Une part croissante des immigrants étrangers qui auparavant se consacraient à la migration "de travail" s'engage directement dans l'exploitation de cultures spéculatives (café-cacao) (**). Le mouvement d'accession à l'exploitation n'est pas nouveau. Depuis longtemps déjà des étrangers étaient parvenus, dans les régions du Sud-Est ou du Centre-Ouest, à constituer leur propre plantation. Mais, dans le Centre-Ouest par exemple, leur accès à la terre restait en général assez faible et les stratégies locales des nationaux ivoiriens (autochtones et allochtones) les maintenaient avant tout dans le rôle de fournisseur de la main-d'oeuvre salariée nécessaire à l'extension de l'économie de plantation (***). Dans le Sud-Ouest

.../...

(*) A Grand-Béréby, par exemple, le programme de recrutement de la SOCATCI prévoyait l'engagement de 100 manoeuvres par mois. En avril 1975, ils n'étaient que 1600 sur les 2000 prévus.

(**) Pour les mossi, la proportion de migrants installés à leur compte est passée, entre 1961 et 1973, de 9 à 17 % pour le secteur du café et de 10 à 13 % pour les autres plantations. Parallèlement on note un glissement progressif vers l'Ouest des zones d'arrivées des migrants. Cf. A. Quesnel et J. Vaugelade, "Les mouvements de population mossi. Démographie et migration" (1975)

(***) Cf. les travaux de J.-P. Chauveau et J. Richard sur l'économie de plantation en pays Gban (1975).

ce mouvement prend la forme d'une véritable course à la terre où l'égalité des chances entre étrangers, baoulé et autres allochtones ivoiriens semble respectée. Les manoeuvres agricoles, "métayers", contractuels, aides familiaux - car tels sont les emplois exercés par les migrants avant l'installation au campement, et, en cela, leurs processus migratoires relèvent d'un parcours essentiellement "agricole" - réalisent enfin, après une dizaine d'années, en moyenne, de vie migrante, leur but ultime qui est d'accéder à la terre et de fonder une exploitation (que ce soit au pays d'origine ou en Côte d'Ivoire). Ces migrations ne sont pas fondamentalement différentes de celles observées, pour les mossi par exemple, vers les zones cotonnières de l'Ouest voltaïque (pays Bwa). Les unes et les autres sont des migrations de paysans "colons" vers les régions de cultures de rente. Elles sont toutes deux à la fois migrations agricoles et *transfert de main-d'oeuvre* vers le secteur des cultures industrielles, qu'il s'agisse de "paysans traditionnels" (Haute-Volta) ou de la main-d'oeuvre "débauchée" prématurément de la migration de travail (Côte d'Ivoire). Dans les deux cas ce sont les structures du système de production ancien que les migrants, en se reproduisant, mettent au service du système nouveau.

Car, quand on considère l'ensemble de nos sociétés "migrantes", le fait marquant c'est la persistance des *structures familiales de production*. L'exploitation agricole de type familiale n'a pas été détruite, bien au contraire. L'économie marchande a fait prendre en charge une partie de son propre développement par ce qu'on appelle la "communauté domestique" (*). Elle y trouvait deux avantages :

- 1) assurer au sein de la famille ou de ce qu'il en reste (l'économie marchande n'a retenu que l'essentiel : dans les zones d'arrivée des colons, c'est le ménage restreint, monogame ou polygame qui prédomine) la reproduction de la force de travail,
- 2) engager à son service les rapports de production domestiques; et pour cela importer dans les zones de cultures de rente des unités familiales constituées.

La reproduction de la force de travail, c'est encore le rôle essentiel des sociétés de "départ" préservées, à dessein, comme réservoir de main-d'oeuvre : elles sont avant tout reproductrices de migrants (salariés ou planteurs). Quant à l'importation d'unités familiales constituées, elle diminue considérablement le coût social du "développement" : le producteur s'entretient et se reproduit à ses propres frais. Mais les rôles ne sont pas pour autant figés, et c'est un autre avantage : les zones d'arrivées des migrants agricoles,

.../...

(*) Cf. C. Meillassoux, "Femmes, greniers et capitaux" (1975)

en Haute-Volta, sont elles-mêmes point de départ de migrants vers la Côte d'Ivoire. Les zones pionnières, en Côte d'Ivoire, sont ou seront elles-mêmes reproductrices de main-d'oeuvre (dans le front pionnier de la forêt de Taï, 11 % des actifs masculins étrangers sont manoeuvres agricoles et s'emploient le plus souvent chez les baoulé qui, eux, n'en drainent pas plus que 0,3 %).

La logique du système est donc claire : d'une part constituer un volant, toujours renouvelé, de travailleurs salariés, généralement célibataires, *isolés* et mobiles; d'autre part, fixer à la production des cultures de rente des unités familiales d'exploitation, réduites, et fonctionnant comme cellules *séparées*. Ces deux mouvements, à partir d'une même société d'origine, ne sont pas incompatibles, loin de là. Ils ne sont que des phases différentes d'un même procès. Qu'il y ait transfert de la migration "de travail" à la migration agricole n'implique pas que le premier mouvement est près de se tarir. Ils peuvent au contraire, nous l'avons vu, s'alimenter l'un par l'autre. Le seul "risque", à moyen terme, c'est qu'une trop rapide pénétration de l'économie marchande détruise à la source les conditions de reproduction des migrants : soit qu'une ponction trop forte de main-d'oeuvre empêche la société rurale de se reproduire (dans plusieurs régions du pays mossi on a déjà atteint le taux de 60 % de célibataires absents), soit qu'une accentuation des contradictions à l'intérieur de la société d'origine modifie radicalement les conditions de réinsertion des "migrants de retour" (*).

Que deviendra le front pionnier ? Va-t-on assister dans les années qui viennent à une extension de l'"économie de plantation" vers le Sud-Ouest ? Dans ce cas, cette région, à l'instar des zones anciennes d'accueil, aura vraisemblablement un besoin grandissant de salariés agricoles ; et on peut penser que les étrangers, après avoir été, en tant que planteurs, un élément non négligeable dans la *mise en place* des cultures spéculatives, constitueront, là aussi, un volant essentiel de main-d'oeuvre. Il est possible également que les planteurs étrangers, en l'absence de "stratégies concurrentielles" fortes amenant à une "spécialisation

.../...

(*) G. Ancey a montré que, pour l'instant, les cadets dans l'impossibilité d'investir leurs revenus migratoires dans la sphère économique et sociale traditionnelle, toujours aux mains des aînés, sont contraints à commercer ou à migrer de nouveau. Que se passerait-il, par exemple, si la terre et la dot étaient monétisées ? Cf. "La monnaie mossi, un pouvoir non libératoire de règlement" (1974)

fonctionnelle des groupes ethniques" comme en pays Gban (※), où l'espace est en voie de saturation, étoffent leur main-d'oeuvre familiale, et que se reconstituent, par exemple, de véritables structures lignagères; on peut voir actuellement près de la forêt de Taï tout un lignage mossi s'établir le long d'une piste forestière, mais la base de cette implantation, malgré tout exceptionnelle, reste l'exploitation agricole individuelle et les unités de production ont tendance à se multiplier au fur et à mesure des arrivées. Si l'implantation étrangère continue avec autant de vigueur, et se renforce, il n'est pas exclu que les manoeuvres étrangers soient en premier lieu employés par leurs compatriotes plus anciennement installés. C'est peut-être là un stade supérieur du procès ...

Quoi qu'il en soit, on aura vu, accompagnant la mise en valeur des zones forestières, toute une partie des "sociétés de l'intérieur", planteurs et manoeuvres, exploités de force de travail et exploités, amenée par le système qui les domine, sur les lieux mêmes de production, à travers un *procès migratoire intégré*.

3. Les modalités d'installation :

Deux principes de base régissent les rapports que les bakwé entretiennent avec la terre :

- celle-ci est, tout d'abord inaliénable : ce qui signifie qu'elle ne peut être cédée à titre définitif, et entraîne l'exclusion, dans les transactions foncières, de tout recours aux espèces monétaires, dont l'utilisation aurait pour conséquence inéluctable d'entraîner l'*appropriation* de la terre; ce n'est donc jamais qu'un *usufruit* que l'autochtone cède à l'immigrant;
- toute terre est, en second lieu, appropriée : elle appartient au patrilignage, dont l'aîné est le mandataire. Chaque *grigbe* possède un territoire délimité, sur lequel un ressortissant d'un autre *grigbe* ne peut s'installer qu'avec l'accord du propriétaire de la terre. Seule la chasse est permise partout.

L'allochtone qui sollicite son admission sur un terroir est donc tenu de passer par le canal du mandataire de la communauté. La demande est transmise aux notables, qui l'instruisent et prennent la décision d'accorder une parcelle de terre. L'immigrant dont la requête est agréée se fait accompagner sur la portion de forêt qui lui est attribuée. Les limites en sont fixées à l'aide de points de repères naturels. Souvent c'est un front de x... centaines de mètres de piste forestière qui sert de base, sans limite en profondeur.

.../...

(※) Cf. J.P. Chauveau et J. Richard (1975)

Pour sceller l'accord, l'arrivant gratifie le village d'une prestation dont le montant reste indéterminé, mais dont le contenu est généralement d'une bouteille d'alcool "fort" (gin, whisky, rhum) et d'une caisse de vin ou de bière. Ces boissons font l'objet de libations collectives, à l'issue desquelles le doyen de la communauté invoque les ancêtres, en répondant quelques gouttes d'alcool sur le sol, et sollicite leur bénédiction.

L'arrivée des migrants peut être divisée en trois vagues successives de nature différente :

la première, celle des véritables pionniers, a été hébergée dans les villages bakwé qui leur ont attribué les terres en précisant les emplacements et leurs limites. De simples manoeuvres à la solde des bakwé qui les autorisaient à cultiver le vivrier (mais non à planter) sur leur terroir, ils sont devenus maîtres de territoires étendus (12 km² pour un seul individu à Amaradougou, afin qu'il puisse "faire venir les siens"), ceci grâce à la générosité des autochtones qui voyaient, au départ, l'installation de ces immigrants et de leur famille comme un avantage certain (avantages économiques, recul des prédateurs, etc...).

La seconde, numériquement beaucoup plus importante, a de plus en plus échappé au contrôle des autochtones. Les nouveaux arrivants demandent un emplacement à un parent ou ami déjà installé ou bien directement au chef baoulé ou "dioula" dont dépend le secteur qu'ils ont choisi. Dès que la portion de forêt a été reconnue ou délimitée, le chef en question accomplit la dernière formalité qui consiste à présenter le nouveau venu aux bakwé afin d'obtenir le droit de mettre la parcelle en culture.

La dernière vague enfin est principalement constituée d'aides familiaux qui, eux, n'ont plus du tout de contact avec les autochtones, même dans le cas où l'un d'eux désire créer sa propre plantation.

Les deux dernières vagues continuent à se chevaucher dans le temps mais sont distinguées ici car elles n'ont ni la même nature, ni la même importance numérique. En conséquence leur impact sur le front pionnier est très différent.

Les modalités d'accès à la terre des différents groupes sont à peu de choses près les mêmes. Notons que la distinction n'est pas souvent opérée par les autochtones ou par les allochtones ivoiriens eux-mêmes. Le clivage semble plutôt passer entre "gens de la forêt" (bété, guéré, wobé, yacouba et même baoulé) et "gens de la savane" (malinké, bambaré, mossi, etc...). Cette distinction recouvre d'ailleurs en partie la distinction musulman/non musulman. Pour un bakwé, tout ce qui vient du Nord est "dioula". Un dioula ivoirien accueillera volontiers un voltaïque mossi parce qu'il "prie" (ou est supposé prier). C'est bien souvent autour d'une mosquée que se sont constituées les grosses implantations où se retrouvent la plupart des ivoiriens du "Nord" et une grande partie des étrangers.

Nous pouvons donc essentiellement distinguer le groupe "dioula" et le groupe baoulé en précisant que les "gens de la forêt" vont encore aujourd'hui voir assez spontanément les bakwé pour obtenir de la terre, et que les étrangers qui s'installent en dehors des campements importants (il s'agit donc particulièrement de mossi), ont également des rapports plus directs avec les bakwé.

Au sein des deux grands groupes "dioula" et baoulé, il existe une hiérarchisation qui contribue à éloigner l'immigrant des véritables maîtres de la terre. Ainsi tous les dioula dépendent du chef dioula de Soubré. Beaucoup passent par lui pour obtenir de la terre, il les adresse à l'un des chefs dioula des plus grosses implantations (Amaradougou, Kolobadougou ...) qui sont également les plus anciennes. Ces derniers, suivant les possibilités et, il faut bien le dire, les affinités de tous ordres, peut les adresser à des chefs de campements plus récents reconnaissant son autorité. La démarche peut se faire en sens inverse si l'immigrant vient s'installer auprès d'un parent ou ami, mais dans ce cas il s'agit plutôt d'une présentation tout à fait formelle qui bien souvent n'atteint pas le chef dioula de Soubré. Une fois ces démarches effectuées le nouveau venu est en principe présenté aux bakwé au cours d'une petite cérémonie déjà décrite. Mais il est intéressant de noter que les autochtones n'accompagnent pas les immigrants sur le terrain et ignorent le plus souvent la localisation précise de l'exploitation.

Il en va de même pour les baoulé. Ainsi sur un échantillon de 22 exploitations deux exploitants seulement ont traité directement avec les bakwé. Tous les autres sont ensuite passés par eux pour obtenir leur terre et être présentés aux bakwé. Quatre ont eu recours à deux intermédiaires, le premier étant le plus ancien arrivé de sa sous-préfecture d'origine, le second le plus ancien installé dans la mouvance du village bakwé concerné (en l'occurrence Niamagui) et qui est tacitement reconnu comme la principale autorité baoulé. Une particularité importante du système baoulé est le contrôle exercé au niveau des pistes par les chefs de niveau supérieur au chef de campement : le nouvel arrivant est placé loin des autres campements afin de réserver l'espace interstitiel (dans lequel on ne trouve effectivement aucune installation d'une autre ethnie). Ensuite cet espace sera progressivement comblé au fur et à mesure des arrivées mais en prenant soin de ne pas tasser les campements afin que chacun dispose d'une longueur de piste satisfaisante permettant d'installer ses plantations tout au bord de la piste. Ceci est rendu possible grâce à l'étendue considérable de l'espace ainsi préservé. Cette méthode permet au migrant baoulé de se voir attribuer une superficie plus importante que les autres migrants.

.../...

Dans le système "dioula", au contraire, l'accroissement des terres défrichées se fait "en tache d'huile" autour de campements numériquement très importants. Avant que le nouvel arrivé ait eu la possibilité de mettre en valeur le 1/4 de sa portion il est entouré de tous côtés par de nouvelles plantations, occasions de nombreux conflits.

D'une façon générale le nouvel arrivant est nourri par le parent ou ami qui l'a introduit, en échange de quelques services qui sont souvent différés et se manifestent plutôt par une forme d'allégeance, l'obligé reconnaissant l'autorité morale de son bienfaiteur et lui apportant son aide en cas de besoin. L'idée d'un pionnier entièrement libre de tout lien est donc erronée, il existe tout un système de dépendance dont les exigences sont en général peu sensibles mais constituent cependant une contrainte non négligeable lors de l'attribution des terres (en particulier le migrant ne choisit pas l'emplacement de sa futur plantation !). A l'heure actuelle presque toutes les pistes sont occupées (bien que de façon lâche) provoquant ainsi un alourdissement de ces contraintes qui ne peuvent que s'accentuer dans l'avenir. Ajoutons enfin que l'immigrant doit également obtenir de la sous-préfecture une autorisation de mise en culture (qui n'est en aucun cas un droit de propriété mais qui tend à le devenir par le seul fait de la mise en valeur). Tous n'ont pas fait la demande (qui intervient parfois deux ou trois ans après l'installation). L'autorisation ne fait alors qu'enregistrer une situation acquise. D'autre part, la superficie attribuée par la sous-préfecture ne paraît pas constituer une limitation. nombre de planteurs ont déjà dépassé cette valeur et ont effectué une deuxième demande.

4. La mise en place de l'exploitation :

Les quatre premières années sont à tous égards les plus difficiles. Elles nécessitent un important investissement en travail et ne peuvent offrir que de faibles rentrées d'argent à l'occasion de la vente de petites quantités de produits vivriers. Néanmoins tous les exploitants ne connaissent pas les mêmes difficultés :

Les planteurs Baoulé qui possédaient déjà une exploitation sont les plus favorisés. La plupart apportent avec eux, sitôt défrichée la première parcelle, leur semence d'igname, taro, banane et même cacao grâce à un camion loué pour la circonstance (il s'agit en somme d'un simple transfert géographique d'activité). Ceci leur permet de commencer les cultures immédiatement sans s'endetter ou travailler pour autrui en échange de la semence. Les revenus de la première exploitation (ainsi que les réserves de produits vivriers) leur permettent d'attendre sans difficulté la récolte. En général, lors du repérage de la portion de forêt et des formalités d'acquisition du droit d'usage, ne se déplacent que les chefs de famille parfois accompagnés d'un aide pour procéder au premier défrichement. Ils logent dans ce cas chez un parent ou ami ou bien chez le chef du campement. La case définitive ne sera construite que lors de l'installation de la cellule familiale, entre semis et récolte.

Nombreux sont les planteurs qui parviennent dans le front pionnier presque complètement démunis. Ils sont alors contraints de travailler sur les terres d'un autre contre une partie de la récolte. Même lorsqu'ils sont établis à leur compte, beaucoup de planteurs ne s'affranchissent complètement de toute forme de travail pour les autres qu'au bout d'un temps assez long (parfois jusqu'à la deuxième récolte de cacao c'est-à-dire environ cinq ans). Le cas des mossi est un peu à part ; souvent installés à leur compte dès leur arrivée, ils parviennent, grâce à un très gros investissement en temps de travail, à mener de front leur propre exploitation et la qualité d'employés contractuels (le plus souvent chez des baoulé qui sont en moyenne les plus forts demandeurs de main-d'oeuvre). Célibataires ou momentanément séparés de leur famille, parfois seulement accompagnés d'une jeune soeur qui veille à la préparation des repas pour cinq ou six adultes masculins, les mossi investissent le minimum de temps dans des activités improductives. C'est ainsi que les premières installations sont en général rudimentaires: il n'est pas rare de rencontrer une dizaine d'hommes adultes et deux jeunes filles entassés dans une seule case. Les migrants plus âgés, accompagnés de leur famille, n'hésitent pas, eux non plus, à vendre, s'il en est besoin, leur force de travail ou celle d'un jeune frère afin de passer au mieux le cap difficile des premières années.

Enfin, il arrive que certains planteurs, peu satisfaits des possibilités qui leur sont offertes au campement d'accueil, abandonnent une ou deux parcelles déjà plantées pour trouver de meilleures conditions ailleurs (ce qui se traduit en général par la création d'un nouveau campement). Autrement dit, dans un premier temps le planteur s'installe là où on veut bien de lui, puis, plus tard, pourvu d'une meilleure information, il tentera d'obtenir mieux. Dans ce cas la première tentative est remise entre les mains d'un jeune frère récemment arrivé (ou même appelé pour la circonstance).

5. Les rapports autochtones/allochtones :

Au départ favorablement perçue par les autochtones, l'immigration est de plus en plus ressentie comme une dépossession "Le pays bakwé est devenu baoulé" disait un ancien, traduisant à sa façon son inquiétude quand à l'avenir des bakwé. Certes, chaque village a "ses" immigrants, qui sont en quelque sorte ses dépendants puisqu'ils sont installés sur son territoire. Les bakwé restent reconnus comme les vrais maîtres de la terre et les autorités administratives, conscientes du problème, tendent de leur conserver ce rôle de diverses manières :

- en leur donnant le contrôle des arrivées par le biais d'un registre sur lequel ils doivent inscrire tout nouveau demandeur de terre (l'administration veut en effet connaître le nombre d'allochtones dépendants d'un village afin de prévoir les services nécessaires),

- en installant dispensaires et écoles au village et non dans les campements allochtones parfois dix fois plus importants,
- en regroupant les villages bakwé.

D'autre part, toutes discussions concernant l'avenir de la région ont lieu dans les villages bakwé (les campements immigrés sont tenus d'envoyer des représentants).

Mais tout ceci ne peut masquer l'écrasement numérique et économique des autochtones qui, sur ce plan, apparaissent de plus en plus comme les dépendants des planteurs immigrés. Les bakwé leur achètent igname, banane, semence de cacao, ainsi que certains produits artisanaux (mortiers, papo, portes de cases, etc.). Naturellement ils tirent quelques avantages économiques de leur situation de maîtres de la terre : prix préférentiels, "cadeaux" que les immigrés ne peuvent refuser de faire, etc..

Néanmoins on ne peut ignorer une certaine tension qui se manifeste au niveau de la stratégie foncière. Actuellement les bakwé marquent les limites de leur terroir au moyen de défrichements éloignés qui progressent en forme de tenailles destinées à enserrer un maximum d'espace réservé. Si ces limites sont transgressées les réactions sont virulentes et le conflit porté devant le Sous-Préfet.

D'autre part si la tradition d'hospitalité ne permet pas de refuser l'accès à la terre à un immigrant, il est toujours possible de l'installer illicitement sur le territoire du village voisin, pratique occasionnant des conflits entre bakwé et qui traduit bien un certain refus d'ailleurs présent dans le discours de tous les enquêtés.

Signalons toutefois que le contact est en général resté excellent avec les premiers immigrants, ce refus n'est donc pas une question de principe mais de nombre.

.../...

III - L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION DANS UN TERROIR BAKWE ET DANS LE FRONT PIONNIER

D'une économie de subsistance à l'économie de plantation

1. Le système de production bakwé :

La culture fondamentale de la société bakwé traditionnelle est le *riz pluvial*. Trait commun à l'ensemble du groupe culturel Krou.

Plusieurs variétés sont cultivées sur le terroir étudié, réparties en deux catégories : les riz à cycles végétatif court (3 et 4 mois) et ceux à cycle long (près de 6 mois). Nous avons pu en dénombrer 29 au total, mais certaines variétés sont très voisines et ne présentent que d'infimes variations génotypiques.

Cette culture de base s'accompagne d'une série de produits vivriers cultivés en association, il s'agit du maïs, du manioc, du taro et de la banane plantain. Les légumes et condiments se limitent à l'aubergine, le gombo, la tomate et le piment.

A l'époque coloniale sont venues s'ajouter *les cultures commerciales de café et de cacao*. En fait le café n'a pas eu le succès qu'il a connu dans des régions pourtant voisines comme le pays bété. La variété *robusta* se trouve mélangées à des caféiers sauvages. D'autre part, les parcelles de café sont anciennes, aucun paysan n'a planté durant les 12 dernières années. Le cacao, dont la récolte est plus facile et l'entretien négligeable au bout de quelques années, a bénéficié, outre ces facteurs éminemment favorables, d'une aide publique plus importante que le café (propagande, système de primes, conseils techniques, etc...). L'introduction des variétés ghanéennes, recommandées par les services publics, est de date très récente (elles ne représentent guère que 5 % de la superficie plantée), mais leur extension devrait être importante durant les prochaines années car elles constituent déjà plus de la moitié des parcelles de 1976.

A ces cultures principales il faut ajouter la canne à sucre, parfois représentée par quelques pieds situés près de la case ou de l'abri édifié au milieu du champ, ainsi que quelques arbres fruitiers (citronnier, oranger, mandarinier, avocatier, manguiers et banane poyo), dispersés dans les cacaoyers, rares et peu accessibles.

.../...

Les activités de cueillette représentent un appoint non négligeable. Parmi les produits ainsi obtenus, seule la cola fait l'objet d'une petite commercialisation (les colatiers sont systématiquement préservés lors des défrichements). Les autres produits relèvent de l'auto-consommation et s'avèrent bien souvent insuffisants (c'est notamment le cas de la graine de palme, il est d'ailleurs frappant de constater qu'aucune palmeraie naturelle de quelque importance n'a été préservée autour du village). Outre un certain nombre de tubercules sauvages on peut ajouter la collecte de certaines larves et chenilles, des gros escargots de forêt (akatines) ainsi que d'une variété de tortue terrestre. Notons également que les plantes médicinales revêtent une grande importance chez les bakwé qui sont réputés dans la région pour leur connaissance des médecines traditionnelles.

Tous ces produits ne sont pas collectés systématiquement mais plutôt à l'occasion des allées et venues entre champ et village ou lors de la chasse. Néanmoins, en période de soudure alimentaire, on peut constater une sensible augmentation des activités de cueillette et par conséquent de la place de ces produits dans l'alimentation quotidienne.

La chasse n'occupe plus actuellement une place prépondérante. L'interdiction de la chasse, bien que peu respectée, représente un handicap certain. D'autre part les activités agricoles sont de plus en plus consommatrices de temps. Enfin, les méthodes traditionnelles ayant disparu (chasse collective, arc, piège), le recours au fusil est coûteux et risqué en raison des réglementations. Le prix élevé des cartouches contribue à rendre difficile pour le villageois l'accès à ce type de chasse.

L'aspect social de la chasse s'est estompé en même temps que se raréfiaient les panthères et que s'instaurait un braconnage intensif des éléphants, qui, soulignons-le, n'est presque jamais le fait des villageois (ceux-ci se contentent d'abattre éventuellement un animal qui saccage leur plantation). Le braconnage systématique est le fait de certains allochtones, "faux" planteurs (selon l'expression des bakwé) ou professionnels de la chasse à finalité commerciale. Néanmoins si la chasse n'a plus le premier rôle, ni en tant qu'activité productive ni comme fait social, son empreinte n'en reste pas moins toujours présente, de façon sous-jacente, au niveau de l'organisation sociale.

Au village étudié, quelques fusils permettent un appoint alimentaire non négligeable. Chaque jour, l'une ou l'autre famille consomme de la "viande de brousse". Cette chasse est individuelle, mais souvent les villageois qui désirent du gibier procurent des cartouches aux "bons tireurs" et partagent le produit de la chasse avec ces derniers.

La chasse à l'arc a totalement disparu il y a une quinzaine d'années (alors qu'elle subsiste encore chez leurs proches voisins les guéré). Parfois les petits animaux sont encore chassés la nuit avec une lance en bois : mais c'est la chasse au piège qui, parmi les techniques archaïques, est la plus pratiquée. Le trappeur édifie une barrière parfois très longue en prenant soin de ménager un ou deux orifices à l'entrée desquels il tend des collets. Singe et biche sont les animaux

les plus couramment consommés. D'une façon générale la viande est consommée fraîche. Dans les rares cas où la chasse a été fructueuse et qu'il n'existe de surcroît aucune obligation sociale de partage (ce qui est rare), elle est fumée et conservée.

Le déplacement autoritaire des villages bakwé au début du siècle a eu pour effet de les éloigner des activités de pêche (déjà peu prisées il est vrai). Par contre, dans les rares villages restés en place au bord du fleuve on assiste à une intensification de la pêche, d'ailleurs encouragée par les responsables du développement qui voient là une possibilité de diversifier les sources de revenu et l'approvisionnement en protéines animales. La récession des activités cynégétiques a donc, dans ce cas, favorisé ce qui est en fait son plus proche substitut. Une faible partie de ce poisson est commercialisée, le reste est consommé ou fumé. On a pu dénombrer une demi-douzaine d'espèces principales de poissons (certains, de grande taille, pouvant atteindre 20 Kg) ainsi qu'une variété de tortues d'eau douce dans les prises du village qui, au total, n'excèdent guère les 250 Kgs mensuels.

Là encore la pêche au filet ou à la ligne est individuelle, mais périodiquement le village se regroupe pour la traditionnelle pêche au "poisson" (fruits de palmier raphia broyés) pratiquée la nuit à la lueur des torches et à laquelle peuvent participer des membres des communautés villageoises voisines (hommes et femmes). C'est le cas de villages trop éloignés du fleuve pour pratiquer une pêche régulière et dont certains ressortissants, généralement apparentés à des habitants du village organisateur, trouvent ainsi le moyen d'obtenir en l'échange de leur aide une partie du produit. Pratiquée plusieurs fois durant les basses eaux, cette forme de pêche est en général très rentable.

Il convient de réserver une place particulière à ce que l'on pourrait appeler "élevage" bien que le terme soit tout à fait inapproprié. D'une manière générale on ne peut considérer cet élevage (caprins, ovins et volailles) comme une activité productive que dans de très rares cas. Les situations sont si diverses d'un village à l'autre ou même d'un individu à l'autre, qu'il est difficile de les assimiler. On trouve ainsi, tantôt l'accumulation "collective", non dirigée, d'animaux consommés uniquement lors des grandes occasions (mariages, deuils, etc..) durant lesquelles le village reçoit des personnes extérieures (c'est alors l'aîné du lignage qui autorise la consommation), tantôt une appropriation par les unités de production avec vente occasionnelle à d'autres villages bakwé plus démunis devant les exigences de la vie sociale. Généralement aucune technique particulière n'est mise en oeuvre si ce n'est l'édification de quelques rares barrières destinées à protéger quelques champs parmi les plus proches du village. Les poules n'ont le plus souvent aucun nid ou abri, ce qui rend la récolte des oeufs difficile et aléatoire. Le nombre de volailles est faible (à peine plus important que le nombre d'habitants !) mais ceci est dû en partie à une épidémie qui a sévit dans le Sud-Ouest

.../...

voici deux ans. Quant aux ovins et caprins, leur nombre varie entre 10 et 30 têtes dans les villages enquêtés. L'aspect économique de cet "élevage" paraît donc entièrement subordonné à son rôle social.

2. Les techniques culturales :

Sans vouloir faire une étude technologique qui serait ici de peu d'intérêt, il nous faut cependant noter l'incidence de l'outillage sur la qualité et la rapidité des défrichements. Connus de longue date, les instruments de métal étaient surtout représentés par des ancêtres de la machette (lames minces, droites ou courbées, avec manche en bois) qui ne permettaient guère d'attaquer les gros arbres. Aujourd'hui encore la machette est l'instrument universel et cela contribue à expliquer la préférence du paysan pour les zones de forêt où les gros arbres sont peu nombreux et la strate inférieure épaisse (forêt "*batou*" en bakwé). Malgré l'introduction déjà ancienne des haches qui permettent l'abattage des gros arbres et un gain de temps appréciable, cette distinction se perpétue, vraisemblablement pour deux raisons : tout d'abord le gain de temps n'en est plus vraiment un si l'on en profite pour réaliser des défrichements demandant un surcroît de travail et deuxièmement un grand nombre de troncs importants, dont la combustion est très difficile, laisse au sol un vaste espace improductif.

La perception du milieu naturel est basée sur quatre critères élémentaires essentiels : la présence de gros arbres, la densité des strates végétales basses, la couleur et la texture de l'horizon superficiel du sol.

Traditionnellement, l'agriculteur bakwé distingue plusieurs types de végétation : une variante de la forêt *batou*, la forêt "*papokra*", qui possède une strate supérieure plus développée, la forêt "*kope*" qui correspond le plus à la notion de forêt primaire, avec strates inférieures facilement pénétrables et nombreux gros arbres. Le terme "*sipi*" désigne les jachères ou toute formation végétale sans strates supérieures et avec strates inférieures très denses. Le *sipi* laissé à lui-même, évolue vers le *batou* et *papokra*. Mais l'exploitation forestière perturbe cette répartition, ainsi la forêt *batou* est devenue omniprésente et des zones localisées de *Sipi*, dues au passage des bulldozers ou à l'abattage et la chute des arbres, sont présentes un peu partout.

La couleur et la texture superficielle des sols sont les principaux critères pour leur classification dans la nomenclature bakwé. Quatre types de sols principaux nous paraissent assez bien définis :

- *Nepo-toto*, qui est en général une zone de bas-fonds inondée en saison des pluies mais qui peut être cultivée en saison sèche (notamment aubergines et tomates qui profitent ainsi de la relative humidité du sol). La texture de surface est sablo-argileuse;

- *Clo-toto*, sol de bas de pente, brun noir à texture sablo-argileuse, à forte macroporosité et nombreux vers de terre (*). En creusant un peu on rencontre des traces d'hydromorphie temporaire;
- *Pissiatou-toto* est le sol le plus répandu, il correspond à la partie médiane du versant et recouvre en fait des profils assez variés mais souvent très sableux et où l'horizon organique est très superficiel. Le sol a une couleur grise, une structure particulière et une macroporosité très forte (*). L'horizon gravillonnaire ou graveleux se trouve ici à une profondeur plus ou moins importante selon la pente et la situation dans le modelé;
- *Rflo-toto* correspond aux sols de hauts de pente et possède une structure grumeleuse avec plus de 30 % d'argile (*). L'horizon gravillonnaire est proche de la surface. L'aspect brun-rouge de ce type de sol le désigne aisément au planteur (*).

Le choix de la parcelle à cultiver prend en compte plusieurs facteurs. Le sol reconnu comme le plus fertile est le *foflo-toto*, pourtant la majorité des parcelles sont situées sur *pissiatou-toto*, ceci en raison de la proximité de la nappe d'eau représentant un avantage par rapport aux hauts de pente pour certaines cultures et aussi parce que, dans ce paysage vallonné, ce sont les pentes et bas de pente qui occupent la plus grande partie de l'espace. *Rflo-toto* semble plus favorable au cacao, aussi, avec la reprise des plantations, on peut enregistrer un accroissement du nombre de défrichements sur ce type de sol. Néanmoins c'est encore l'expérience passée qui détermine, en dernière analyse, le choix de la parcelle. Si la récolte précédente a été bonne on recommencera dans la même zone (l'influence des conseillers techniques est encore très peu sensible). Ce repérage a lieu durant les mois de septembre et octobre et le défrichement proprement dit commence au mois de novembre lorsqu'il s'agit d'une forêt *kopé*, plus tard si la forêt est déjà dégradée. Le *sipi* peut être défriché en février seulement. Notons que certains planteurs sont surpris par les premières pluies avant d'avoir pu procéder à l'écobuage et qu'ainsi, chaque année, quelques récoltes sont perdues.

Dans un premier temps le planteur coupe à la machette toutes les plantes, lianes et arbustes de faible diamètre puis, après quelques jours ou quelques semaines, il procède à l'abattage des arbres au moyen de la hache, laissant les plus gros et les plus durs, mais en prenant bien soin d'abattre ceux dont l'ombre serait trop dense ainsi que tous les porteurs de lianes. Le nombre d'arbres laissés en place est variable, beaucoup plus important au sein des anciennes plantations que dans les défrichements

.../...

(*) Cf. Fillonneau, Bonzon, Hainnaux, Picard : "Point de vue agronomique sur l'utilisation du milieu naturel par les agriculteurs bakwé". ORSTOM, Adiopodoumé.

récents. Sans doute l'agriculteur bakwé cherche-t-il à imiter certaines plantations allochtones ayant suivi les conseils techniques qui tendent à promouvoir la cacaoyère à ciel ouvert. Mais d'autre part, le temps consacré à l'agriculture paraît avoir augmenté dans des proportions notables au cours des vingt dernières années et il n'est pas étonnant dans ces conditions que les défrichements soient plus achevés. De plus certains planteurs ont obtenu récemment l'aide d'une scie à moteur grâce aux chantiers forestiers voisins. Comme il est probable que cet usage tende à se généraliser, un bouleversement radical du paysage est à prévoir. Néanmoins on ne procède encore à ce jour à aucune répartition de la matière ligneuse qui est brûlée dans la position où elle est. C'est pourquoi la qualité du brûlis est très variable et détermine la densité du champ de riz.

La plantation des parcelles en cultures vivrières fait appel à des techniques très simples. Le *riz* est planté sans travail préalable du sol, la terre est simplement écartée à l'aide d'un bâton à fouir ou de la pointe d'une machette, le temps de laisser tomber dans la dépression ainsi formée les quelques grains de riz que la femme transporte dans une coquille d'escargot. La date de cette opération est variable et dépend de la date du brûlis ainsi que de la variété de riz cultivée. D'une façon générale aucun riz n'est planté avant la mi-février qui représente déjà une date très précoce. La majorité des riz sont plantés en mars et avril au moment des premières pluies importantes :

Mais du fait d'importantes variations d'une année à l'autre un brûlis trop tardif risque d'être compromis et un semis trop précoce peut occasionner une mauvaise récolte (particulièrement parmi les riz de trois mois utilisés comme récolte de soudure et récoltés aux mois de juin-juillet alors que les riz longs sont récoltés de juillet à septembre). Tout ceci a lieu sur la même parcelle, mais les différentes variétés sont plantées dans l'ordre de fructification afin d'éviter d'endommager le riz qui n'est pas encore mûr par des passages répétés lors de la récolte qui, ainsi étalée dans le temps, ne représente pas un engorgement majeur du calendrier agricole. De plus, à l'intérieur d'une même variété la floraison n'est pas homogène, ce qui ajoute à cette impression d'une période de récolte très étalée qui va de fin juin à fin septembre. A peu près en même temps que le riz on plante le *maïs* de façon très espacée, en général sur une portion seulement de la parcelle. Aucune barrière n'est installée pour protéger la récolte de l'attaque des rongeurs. Par contre un ou deux désherbages sont effectués durant la période de croissance, en fait il s'agit plutôt d'un contrôle du recru naturel qui est pratiqué conjointement avec la plantation des gombo, piments et aubergines dispersés dans la parcelle.

.../...

Le maïs est le premier récolté, les pertes dues aux rongeurs peuvent atteindre 80 à 90 % de la récolte. Puis, alors que les gombo et aubergines sont en fructification on procède à la récolte du paddy qui sera engrangé au village. La production est extrêmement variable, elle est fonction de la qualité du brûlis, de la densité de la plantation ainsi que des attaques des animaux. D'après les estimations par sondage on peut penser que la moyenne des rendements se situe entre 700 et 800 kgs de paddy à l'ha (soit 455 à 525 kgs de riz décortiqué). Mais il arrive que la récolte n'atteigne pas 250 kgs de paddy à l'ha et pose ainsi de graves problèmes au planteur concerné. Après la récolte de riz on plante la manioc sur une partie de la parcelle (en général une zone sablonneuse) et l'on disperse les bananiers, de préférence sur les sols argileux. Dans ce cas la parcelle reste productive encore un an (parfois plus car il arrive que le manioc reste plus longtemps en terre et que certains bananiers rejettent sur place, mais tout ceci est rapidement étouffé par la végétation-. Parfois la femme réserve une portion de la parcelle pour faire un jardin et le reste est abandonné à la jachère pour une durée variable. Jamais une parcelle ne porte deux fois de suite une culture de défriche (riz - maïs) mais la jachère peut être courte (trois ans) lorsque l'exploitant est âgé ou dispose de peu de main-d'oeuvre familiale et de faibles revenus. Il semble qu'auparavant la durée de la jachère pouvait être longue (15 ans et plus) car l'emplacement de la parcelle était lié à l'édification d'un campement provisoire, utilisé également pour la chasse, et qui devait donc se trouver à distance du village. Actuellement, deux tendances apparemment contradictoires sont présentes : la première, due à l'orientation de plus en plus marquée vers les cultures de rente, consiste en un regroupement des défrichements près du village de façon à agrandir les anciennes plantations; la seconde, au contraire, due à l'arrivée massive des allochtones, pousse les planteurs à marquer les limites du terroir à une distance importante du village, soit grâce aux "marqueurs" classiques des champs de vivrier (manioc et bananier) soit par le biais de la plantation. La situation est donc assez confuse mais produit en dernière analyse un raccourcissement du temps de jachère que l'on peut situer aujourd'hui entre 5 et 7 ans.

La plantation de la parcelle en cultures commerciales (essentiellement du cacao) est loin d'être systématique chez les bakwé bien que la proportion de parcelles plantées soit en constante augmentation depuis quelques années. L'opération est effectuée soit en même temps que le semis du riz, soit après la récolte, soit après une jachère très courte (un an ou deux). Les graines de cacao, achetées à Soubré ou obtenues au village, sont parfois plantées directement dans le champ ou bien font l'objet d'une plantation en pépinière, en bordure de la culture de défriche, et ne seront replantées que lorsque les pousses atteindront 20 ou 30 cm de hauteur (c'est en particulier le cas pour les variétés ghanéennes). Les jeunes plants seront ensuite laissés à eux-mêmes durant deux ou trois ans, leur croissance s'effectuant en même temps que le recru naturel qui les préserve ainsi du soleil. Malheureusement la croissance des plants et leur

épanouissement s'en trouvent ralentis et lorsque le planteur procède au premier désherbage (en fait, un véritable défrichement) il constate bien souvent que de nombreux plants sont morts étouffés. Il procèdera alors, dans la mesure du possible, au remplacement des cacaoyers morts. Ceci explique l'aspect souvent hétérogène de la plantation bakwé où l'on trouve à la fois des espaces vides et des cacaoyers d'âges différents. Au sein de la plantation quelques bananiers (isolés ou par plages) sont en général maintenus ainsi que quelques arbres fruitiers dont le nombre tend à s'accroître ces dernières années. Ananas et taro sont également présents au sein de nombreuses plantations, et si nous ajoutons qu'il y a des pieds de caféiers au sein des cacaoyères et réciproquement nous aurons une idée de la diversité présentée par une parcelle donnée. Plus grave est la présence de kolatier qui constituent une gêne réelle pour le cacaoyer vue leur incompatibilité. Palmier à huile et palmier raphia (situés près des bas-fonds) sont conservés dans la mesure du possible dans le but d'en tirer le vin de palme. Mais bien souvent le planteur a procédé à l'abattage et donc à la préparation du "bangui" avant ou pendant le défrichement car il sait que les aléas du brûlis risquent de compromettre une production modeste mais fort appréciée.

L'entretien de la plantation est l'opération clef qui permet de juger de la bonne marche d'une exploitation, en particulier de l'équilibre entre les exigences du calendrier agricole et les disponibilités en main-d'oeuvre. Durant la période de croissance deux désherbages annuels sont nécessaires, ils sont effectués en avril-mai et en novembre-décembre pour le café, en août-septembre et décembre pour le cacao c'est-à-dire avant la récolte. Mais ceci représente un idéal rarement atteint. La plantation bakwé se caractérise par un entretien insuffisant dont le cas extrême est une brousse quasi impénétrable. Rares sont les parcelles entièrement désherbées. L'égourmandage et la taille des branches mortes ne sont pratiqués qu'occasionnellement. Bien souvent le planteur ne pénètre sur sa plantation que deux fois par an pour le désherbage et la récolte. Seules les femmes vont chercher de temps à autre quelque produit vivrier. L'usage des insecticides n'est pas encore entré dans les moeurs mais nous devons signaler ici que la cacaoyère bakwé n'est pas plus attaquée que les autres, il semblerait même qu'elle résiste mieux aux parasites (est-ce la variété qui est en cause ou bien la présence d'un recru naturel ?).

La récolte est effectuée en deux fois pour le cacao (septembre et décembre-janvier) et nécessite beaucoup moins de travail que la récolte de café qui a lieu en décembre (en deux passages). Après fermentation dans des bacs en bois recouverts de feuilles de cacaoyer, les graines sont mises à sécher sur des claies en plein soleil, tout comme les cerises de café. A l'époque des récoltes, les grossistes (en général des Libanais de Soubré ou même de San Pédro) sillonnent les campements en voiture munis de leur balance. Les produits sont achetés 200 F le kg (café comme cacao) moins une petite retenue au bénéfice du ramasseur. Ce système est malgré tout plus avantageux que le taxi-brousse. En dehors des grandes périodes de récolte, les planteurs vendent de petites quantités de graines à Soubré, soit

.../...

en vélo soit par le biais des femmes qui portent leurs produits au marché.

La plantation menée traditionnellement n'est pas consommatrice de techniques ni de temps mais les rendements sont faibles. De ce point de vue le terroir étudié n'est pas réellement représentatif car il semble se situer un peu au-dessus de la moyenne. Nous trouvons respectivement 513 kgs/ha pour le café et 529 kgs/ha pour le cacao. Ceci ne doit pas masquer qu'un tiers des planteurs obtiennent des rendements situés entre 160 et 350 kgs/ha et que seulement deux d'entre eux atteignent la tonne.

3. L'organisation sociale du travail :

La division sociale du travail selon le sexe est encore très marquée. Il existe des tâches spécifiques à chaque sexe : les tâches féminines comportent : semis du riz et contrôle du grenier familial, désherbage du champ de riz, semis entretien et récolte de toutes les plantes vivrières, cueillette des plantes alimentaires, approvisionnement en eau et en bois, préparation des repas, commercialisation des produits vivriers, achat des produits nécessaires à l'entretien du ménage.

A ceci s'ajoutent des tâches plus purement domestiques : nettoyage de la cour, soins des enfants, lavage du linge etc...

A l'intérieur du groupe féminin les tâches sont réparties selon l'âge. Dès leur plus jeune âge les petites filles participent aux travaux domestiques ainsi qu'à l'approvisionnement en eau; un peu plus tard elles apprendront à piler le riz et à participer au désherbage et à la récolte. Néanmoins, seule la femme mariée (ou veuve) peut avoir un champ de riz (qu'elle se réserve le soin de semer). Les femmes âgées accomplissent en principe les tâches les moins pénibles mais il n'est pas rare de les voir se charger de la corvée de bois !

Si nous prenons comme référence les femmes entre 20 et 40 ans, nous constatons qu'entre 6h et 20 h elles n'ont guère qu'une à deux heures d'inactivité (d'ailleurs souvent utilisées à des soins personnels).

Examinons maintenant le travail des hommes. Leurs tâches principales sont : la chasse, le défrichement et le brûlis, le piquetage et le semis des cacaoyers, l'entretien de la plantation, la commercialisation du café et cacao, l'édification de la maison, la confection des outils et ustensiles (chaises, mortiers ...) le tissage du papo (feuilles de palmier tressées qui servent de toiture).

.../...

Là aussi nous trouvons une répartition des tâches selon l'âge. Le jeune garçon connaît une insertion plus tardive au sein des activités productives, il aidera le père dans la plupart de ses tâches mais avec un rôle tout à fait secondaire. Il n'obtiendra réellement son statut d'homme qu'avec l'accès au mariage qui est en général suivi de près par l'accession à sa première plantation. Tant qu'il n'est pas marié le garçon travaillera sur la plantation de son père et participera à la préparation du champ de riz de sa mère. Quant au vieillard il se chargera plus volontiers des tâches artisanales (tissage du papo, etc..).

D'une manière générale, entre 6h et 20 h l'homme connaît une période d'inactivité dont la durée se situe entre 5h et 6h. Une bonne partie de ce temps est employée au repos, le reste à des activités sociales (règlement des litiges, funérailles, débat sur l'opportunité d'un mariage, etc..). Ces activités prennent de plus en plus d'importance avec l'âge et finissent par occuper beaucoup plus de temps que les activités productives proprement dites. L'homme connaît dans sa vie une période de quinze ans de travail assez intense (bien que n'égalant pas celui des femmes); c'est la période située entre la date de son mariage et l'accès à un statut socio-économique lui permettant d'employer des manoeuvres et de participer plus activement à la vie sociale.

La femme peut également connaître une relative décharge de travail par le biais de la polygamie qui autorise l'introduction de co-épouses. Néanmoins chaque épouse continue en général à avoir son propre riz, ses propres techniques et son propre champ (d'où une certaine compétition).

Enfin, il existe des tâches qui sont partagées à la fois par les hommes et par les femmes : ce sont la récolte de riz (à laquelle, il faut bien le dire, les hommes participent peu et les jeunes garçons beaucoup) et la récolte de café-cacao à laquelle les femmes participent pour moitié (ceci est particulièrement vrai pour le café qui est long et difficile à récolter).

Pour ce qui est des hommes, le temps n'est donc pas totalement employé et devrait permettre un meilleur entretien de la plantation ; mais ce serait, d'une part, sous-estimer l'importance des activités sociales auxquelles l'homme ne peut aisément se soustraire, et, d'autre part, négliger la répartition dans le temps des activités productives.

On peut constater en effet que les planteurs qui ont édifié un campement sur le lieu de leur plantation et ne reviennent au village que du samedi soir au dimanche soir ont donc des plantations mieux entretenues et plus productives. Il y a donc certainement une relation entre le temps passé en discussions de tous ordres et le temps qu'il serait possible de consacrer aux activités productives.

Il existe cependant des périodes de l'année où le travail est intense : de janvier à mai le planteur est occupé à la fois par la fin de sa récolte de cacao, le conditionnement, le défrichement, l'abattage et le brûlis. Il devrait en outre effectuer un nettoyage de ses anciennes plantations. En août-septembre, parallèlement à la récolte de riz, il faudrait nettoyer à nouveau la plantation et faire la petite récolte. En fait tout ceci n'est pas impossible mais le défrichement, l'abattage et le nettoyage (surtout lorsqu'il n'est effectué qu'une fois l'an) sont des activités pénibles et donc grosses consommatrices de temps.

Un homme seul peut prendre un mois pour réaliser le défrichement de la parcelle de vivrier et 15 jours à trois semaines pour l'abattage des arbres. C'est pourquoi culture commerciale est synonyme d'emploi de main-d'oeuvre salariée afin de compresser dans le temps les opérations culturales. Défrichement et désherbage seront donc en principe confiés à des manoeuvres, le planteur lui-même se réservant l'abattage (activité considérée comme plus noble, certes, mais surtout qui intervient après récolte, conditionnement et commercialisation du cacao).

La main-d'oeuvre sera donc un problème crucial. Le problème est résolu de deux façons : emploi de main-d'oeuvre salariée ou (et) entraide :

La main-d'oeuvre salariée est recrutée préférentiellement suivant deux méthodes. Ou bien le planteur utilise les mossi et dioula qui offrent leurs services en période de "presse", il s'agit alors soit de migrants de travail, soit de migrants agricoles dont l'exploitation n'est pas encore productive ; ou bien il installe une famille au village avec autorisation de cultiver des plantes vivrières pour elle-même. Dans le contexte du front pionnier ces contrats durent peu car l'immigrant comprend que son intérêt est de s'installer à son compte le plus rapidement possible. C'est néanmoins le système le plus avantageux pour le planteur car en outre il bénéficiera du défrichement des manoeuvres sur lequel il plantera son cacao.

Tous les planteurs ne peuvent payer des manoeuvres, le défrichement d'une parcelle de 1 ha coûte entre 5 et 7.000 F quel que soit le nombre de participants (notons que le défrichement annuel moyen est de 1,82 ha). Le désherbage d'une plantation d'1 ha est estimé à un prix comparable. Les jeunes hommes qui n'ont pas encore de plantation productive ne peuvent se le permettre et compensent, comme nous l'avons vu, par un surcroît de travail. Quant aux hommes mûrs ils ont recours sans exception à la main d'oeuvre salariée pour le défrichement. Ceci s'explique aisément puisqu'ils viennent de toucher le produit de la récolte. Par contre le nettoyage est régulièrement négligé car le planteur n'a plus les disponibilités nécessaires.

L'entraide peut être observée à plusieurs niveaux. Le village bakwé correspondant à l'unité sociale de base ou grigbe c'est à son niveau que l'on pratiquait l'entraide dans l'ancien temps et ceci sous deux formes, la société des hommes et la société des femmes. Ainsi les hommes du lignage pouvaient consacrer une ou deux journées à un des leurs dont l'état de santé ne lui permettait pas de mener à bien son défrichement. Ce type d'entraide n'existe pratiquement plus. Si un individu n'a plus, pour raison de santé (ou autre) de ressources alimentaires, il sera pris en charge par son frère, son neveu ou son fils. L'échange de travail tend à ne plus se mesurer à l'étroitesse de la consanguinité mais bien plutôt à des liens affectifs. Ceci est très sensible au niveau des jeunes hommes qui choisissent de planter côte à côte pour pouvoir s'aider mutuellement. Ainsi le terroir, qui matérialisait, quoique peu fidèlement, les groupes de descendance au niveau de la localisation des exploitations, constitue de moins en moins une expression de la structure sociale.

La capacité de travail d'une unité de production dépend de plusieurs facteurs : le nombre d'actifs masculins de plus de quinze ans;

l'âge du planteur (statut social, plantation productive, etc.);

le système d'échange de travail qu'il a su organiser.

En tenant compte de tous ces facteurs on s'aperçoit qu'une plantation de 5 ou 6 ha constitue un seuil au-delà duquel l'entretien, déjà négligé, sera inexistant et la productivité très faible. Il reste possible de dépasser ce seuil grâce à un apport supplémentaire d'argent ou de main-d'oeuvre durant deux ou trois ans mais la rareté des cas de ce genre trouve peut-être un élément d'explication au niveau de la structure sociale.

4. Le contrôle social de la production :

Comme nous l'avons vu le *grigbe* ne correspond à aucune pratique sociale productive. Dans l'ancien temps il arrivait que les hommes dans leur ensemble, sous l'autorité du meilleur chasseur, effectuent une chasse à l'éléphant dont le produit était partagé entre tous les membres du lignage. Ce type de partage est encore pratiqué lors de l'abattage du gros gibier (éléphant, hippopotame, buffle) mais la chasse est toujours individuelle. Les autres gibiers sont partagés selon les liens de parenté restreinte, les rapports amicaux ou de clientèle.

.../...

Le *grigbe* correspondait également au groupe de commensalité, aujourd'hui ce rôle est devenu symbolique, les repas sont pris en famille, au niveau de la cour : "le vieux" mange un peu à l'écart, les hommes d'un côté et les femmes de l'autre. Cette déstructuration est due à plusieurs facteurs :

- les querelles, qui poussent certains à faire bande à part;
- la plantation qui, objet de soins accaparants, maintient éloignés du village pendant la semaine un certain nombre de planteurs;
- l'accentuation du caractère individuel de l'accès aux richesses grâce aux cultures de rente contribue à promouvoir l'indépendance des unités de production les unes par rapport aux autres.

Ce n'est que le dimanche, jour de repos au cours duquel on célèbre la messe hariste et honore les ancêtres, que les chefs d'exploitation du village se retrouvent sous l'apatam (✱) du chef de lignage pour partager le repas auquel une femme de chaque cour a contribué. Néanmoins le *grigbe* revêt encore une grande importance en tant que cadre et moteur de la reproduction sociale. Mais dans l'optique économique qui est celle de la présente recherche, il nous suffira de considérer son expression dans le cadre de la traditionnelle opposition aînés/cadets.

Ce sont les aînés ("les vieux") qui contrôlaient la circulation des femmes, acte social majeur présidant à la circulation des biens et au système des alliances. Aujourd'hui la dot est de plus en plus versée en espèces et ce ne sont plus les aînés qui choisissent la femme. Néanmoins ils exercent encore un certain contrôle sur l'accès au mariage et de ce fait sur l'accès à l'exploitation. Or nous avons vu que le problème de la main-d'oeuvre était le principal goulet d'étranglement ; il est donc de l'intérêt des vieux de maintenir leurs fils ou neveux (de frères décédés) le plus longtemps possible sur leur exploitation. Dans ce cas une part de la récolte leur sera donnée sous forme monétaire, la somme étant arbitrairement fixée par le chef d'exploitation (il s'agit donc quasiment d'un salaire). Ceci explique également l'âge tardif du mariage. Cependant la monétarisation de la dot contribue à la démocratiser et du fait que ce n'est plus l'aîné du lignage qui doit verser la compensation mais le père de l'intéressé ou même l'intéressé en personne, ce moyen de pression perd de sa force. Enfin la scolarisation, l'apprentissage des nouvelles lois, contribuent à rendre la dot de plus en plus symbolique (2 pagens et 15.000 F en moyenne). Le jeune homme qui ne possède pas cette somme peut se la faire prêter par un oncle ou un aîné (dans le cas de refus du père) vis à vis duquel va se créer une sorte de relation de dépendance qui pourra se traduire par un remboursement en travail. Il existe d'ailleurs tout un jeu de prestations de services qui est à la fois la recherche d'une aire d'influence et d'une force de travail.

.../...

(✱) Abri couvert de feuilles de palmier tressées.

On n'a cependant pas remarqué de coïncidence significative entre la position sociale de l'individu et la dimension de sa plantation. La tendance à l'accumulation doit donc être compensée par les dépenses de prestige (dons lors des funérailles, hospitalisations, etc..) qui ont pour effet de réduire les disponibilités en espèces qui permettraient le recrutement d'une main-d'oeuvre plus abondante. Ainsi, le seul cas réel d'accumulation qu'il nous ait été donné d'observer avait pour point de départ l'héritage de la cacaoyère d'un frère (*), le surplus de revenus permit au bénéficiaire de franchir le seuil dont il est fait mention plus haut. En d'autres termes, la régulation sociale interdit le cumul des individus mais favorise la classe des aînés dans son ensemble.

Le partage du produit est laissé à l'appréciation du chef d'exploitation et c'est donc au sein du groupe familial restreint que se manifeste la deuxième opposition, celle des sexes. La domination de l'homme est réelle mais la femme jouit d'une autonomie totale de gestion de ses activités productrices et du produit de ses ventes. Lors de la récolte du cacao, l'homme est tenu de donner une somme à son épouse, somme qu'elle n'hésitera pas à contester, consciente qu'elle est de l'aide qu'elle a apportée. A cette occasion une forme de chantage est d'ailleurs parfois pratiquée par les femmes. En cas de polygamie l'homme a deux ou plusieurs femmes à rétribuer; c'est l'aînée des épouses (qui exerce dans la vie une autorité certaine sur ses cadettes) qui recevra la plus grosse somme car c'est principalement à elle qu'incombe la tâche d'organiser et de gérer le ménage. Enfin les enfants seront également rétribués, et là aussi il se créera un équilibre entre l'autorité de l'aîné et la position de force des enfants qui, mécontents, peuvent choisir de partir chercher du travail à la ville ou (suprême honte) chercher de l'aide auprès de la famille maternelle.

On constate donc à l'oeuvre une cascade d'autorité compensée par un certain nombre de moyens de pression, le système dans son ensemble contribuant à maintenir une relative égalité dans la pauvreté. Mais l'organisation sociale lignagère s'affaiblissant et l'accès à l'argent par le biais de la plantation étant facilité, on peut se demander si cet équilibre ne va pas se trouver modifié, comme cela se produit pour les immigrants coupés de leur milieu social d'origine.

5. Le système de production allochtone :

Les systèmes de production allochtones, si l'on met à part le système baoulé, représentent un mélange d'apport original et d'imitation du système bakwé suivant un dosage variable. A ceci s'ajoute maintenant l'influence des méthodes

.../...

(*) Malgré le Code Civil l'héritage collatéral est encore général chez les bakwé.

baoulé. En fait une première distinction peut être faite entre les immigrants au niveau des finalités : une proportion non négligeable de dioula (*) et mossi sont arrivés dans la région dans le but d'y trouver un travail salarié (manoeuvre agricole ou employé de chantier forestier) et ont été tentés a posteriori par la plantation personnelle. Même s'ils sont venus en vue de s'installer exploitants agricoles, les dioula ont toujours d'autres projets. On retire de l'interview de nombreux chefs d'exploitation l'impression qu'il n'y a pas véritablement de "vocation" de planteur mais plutôt une recherche constante de solutions économiques à plus ou moins long terme. Ainsi c'est parmi eux que se recrutent principalement chercheurs d'or et chasseurs d'ivoire. D'aucuns visent tout simplement l'acquisition d'un commerce à Soubré ou dans leur région d'origine, laissant dès cet instant la gestion de la plantation à un jeune frère. Chez les baoulé, au contraire, il y a une volonté de tirer parti d'un savoir faire déjà ancien et de le valoriser au maximum. Le baoulé est planteur, entend le rester et réussir.

Il existe également une différence au niveau des cultures pratiquées : environ 80 % des dioula et mossi cultivent uniquement le riz, 20 % cultivent également l'igname. Chez les baoulé la proportion est exactement inversée. Les dioula et mossi ont en moyenne 65 % de leur superficie plantée en café (ou café/cacao) et 35 % en cacao seul. La proportion est plus qu'inversée chez les baoulé. Pour arriver à Soubré, les gens du nord ont traversé des régions où le café est d'implantation ancienne, aujourd'hui encore beaucoup plus cultivé que le cacao. Certains ont même été employés sur ces plantations comme contractuels et ont donc acquis un certain savoir faire qu'ils valorisent.

Les baoulé, par contre sont originaires de régions cacaoyères et caféières, leur choix tient d'abord à la culture que pratiquait leur famille mais également à certains critères économiques. Ils savent que le cacao nécessite moins de main-d'oeuvre, que jusqu'à une période récente son prix était plus élevé et enfin que l'aide publique porte essentiellement sur le cacao (particulièrement dans cette région du Sud-Ouest).

A ces quelques caractéristiques s'en ajoutent d'autres : physionomie de la plantation, entretien, productivité, apport initial, etc... c'est pourquoi nous avons choisi de répartir les allochtones en trois groupes : les dioula, les mossi, les baoulé.

.../...

(*) Nous continuons à nommer "dioula" l'ensemble des hommes originaires des savanes (et même certains de la frange forestière) puisque c'est ainsi qu'eux-mêmes se désignent.

Les dioula

Leurs cultures sont à peu près les mêmes que celles des bakwé, notons cependant que certains cultivent l'igname ainsi que l'arachide et la patate douce en très petite quantité.

L'élevage n'est pas, en moyenne, plus développé mais certains dioula sont réputés pour leur cheptel ovin qui leur permet des ventes importantes lors des fêtes musulmanes.

Souvent installés dans des campements densément peuplés, les dioula ont parfois diversifié le champ de leurs activités productives au point d'inclure le *petit artisanat et le commerce* pour faire face à une demande croissante. Ainsi l'on trouve des tisseurs de papo, des fabricants de mortiers, des menuisiers, des réparateurs de bicyclettes, des forgerons et des commerçants. Leur clientèle dépasse le cadre du campement dioula et s'étend aux baoulé et bakwé du voisinage (il n'est pas rare de voir ces derniers acheter du papo !). Ces artisans et commerçants abandonnent de plus en plus la plantation.

Comme c'est le cas pour la grande majorité des migrants, le dioula ne peut choisir la parcelle qu'il va défricher; il cultivera la portion qu'on lui a attribuée jusqu'à ce qu'il n'ait plus de terre (mis à part les pentes trop fortes et les bas-fonds inondés). Tous les sols ne convenant pas aux cultures de rente la réussite de la plantation sera très variable. Mais une sélection des surfaces (qui nécessiterait l'intervention massive de conseillers) réduirait considérablement la dimension des plantations car les portions attribuées sont actuellement de 10 à 15 ha seulement. La surface plantée représenterait entre 3 et 5 ha. De l'avis des planteurs, l'espace restant, consacré aux cultures vivrières avec jachère, serait contesté par les nouveaux arrivants qui ont soif de terres.

Le défrichement proprement dit est effectué selon la méthode bakwé, avec une très grande diversité dans les résultats. Certaines plantations portent encore un nombre important de grands arbres, d'autres pas du tout. Ceci dépend de la force de travail dont dispose le planteur au moment du défrichement et traduit l'hétérogénéité des conditions économiques.

Traditionnellement les dioula cultivent le riz de deux façons : soit en semant à la volée dans le champ après brûlis, ce qui donne un assez grand espacement des pieds et des récoltes encore inférieures à celles des bakwé; soit en plantant le riz en pépinière et en le repiquant dans les bas-fonds. La deuxième méthode nous a semblé très rare dans le front pionnier. Ceci explique sans doute que presque partout les soudures soient difficiles et que le maïs (plus abondant que chez les bakwé) serve d'aliment de remplacement en attendant la récolte de paddy.

Ne connaissant pas les aptitudes des sols les dioula plantent fréquemment un mélange de cacao et café en espérant qu'une des variétés réussira. Les jeunes plants sont ensuite abandonnés deux ans au recru naturel, puis, par la suite, le planteur s'efforcera d'effectuer au moins un désherbage par an avant la récolte.

Les insecticides connaissant un succès certain malgré leur prix. Certains planteurs possèdent des pulvérisateurs et louent leurs services à raison de 2.000 F l'ha. Mais leur utilisation ne se généralise qu'après les premières récoltes, c'est-à-dire au bout de quatre ou cinq ans.

Ce qui caractérise la plantation dioula c'est l'irrégularité dans le rythme de défrichement; peu de planteurs agrandissent chaque année leur plantation de la superficie consacrée aux cultures vivrières. Souvent une partie du vivrier est semée au sein d'une ancienne plantation qui n'avait pas encore été désherbée depuis la mise en place des plants; nombre de ces derniers n'ayant pas survécu, il existe un espace utilisable par le vivrier avant de les remplacer. Cette méthode donne une grande irrégularité de la forme des parcelles portant une culture homogène (du point de vue de la nature ou de l'âge) ainsi qu'un extrême morcellement. L'histoire de la plantation est parfois difficile à reconstituer.

Les rendements sont encore faibles mais ceci est compréhensible car les plantations sont jeunes et loin d'avoir atteint leur rendement maximum.

Par contre les arbres fruitiers (avocatiers, corosoliers, manguiers, mandariniers, citronniers, orangers et même kolatiers) sont plantés systématiquement en vue de la commercialisation.

Les femmes, de leur côté, entretiennent lorsque c'est possible un minuscule jardin près de la case. On y trouve : canne à sucre, piment, citrouilles, feuilles pour la sauce, papayers et ananas. Les autres cultures vivrières de la femme (gombo, tomate, aubergine ...) se retrouveront avec les précédentes dans le champ de l'année. Ce sont elles, le cas échéant, qui cultivent l'arachide.

Cette production fait l'objet d'une commercialisation soit au campement soit à Soubré. Dans ce dernier cas le trajet (qui peut dépasser 15 kms) est parcouru à pied (au besoin en partant de nuit ou en dormant en route dans un campement) à la fois parce que les taxi brousses sont rares et bondés et également pour éviter une dépense qui entamerait sérieusement le produit de la vente (*).

.../...

 (*) La valeur des marchandises transportées n'excède pas 1.500 F alors que le trajet aller-retour avec un panier peut atteindre 700 F

D'une façon générale chez les dioula enquêtés le volume des ventes est en moyenne 5 à 6 fois plus élevé que chez les bakwé et les achats de produits vivriers plus faibles. Les activités productives sont plus variées, la production agricole plus diversifiée. Mais tout ceci est très inégal suivant les individus considérés et la réussite financière repose en définitive sur la plantation et donc sur la quantité de travail qu'une unité de production peut mobiliser.

La répartition des tâches et les temps de travaux sont sensiblement les mêmes que chez les bakwé. Notons cependant que l'homme participe activement à la récolte du paddy au point que parfois la femme en est exemptée.

Le conflit au niveau du calendrier agricole entre culture vivrière et de rente est ici accentué du fait de la bipolarisation de la plantation. Pour le résoudre les dioula ont recours aux trois solutions possibles : sociétés d'entraide, main-d'oeuvre familiale, main-d'oeuvre salariée:

La société d'entraide est la formule la plus utilisée par les planteurs modestes. Les campements dioula importants étant divisés en quartiers qui regroupent des planteurs de même nationalité, c'est au sein de groupes nationaux (ou ethniques) que se forment ces sociétés. Elles peuvent comporter 20 ou 30 membres qui travaillent à la demande sur les terres d'un d'entre eux. A charge pour le bénéficiaire de fournir la nourriture du jour et une somme de 2 à 3.000 F qui sera versée dans une caisse commune et servira d'assurance contre la maladie. Le fonctionnement de ces sociétés n'est pas très satisfaisant, elles se font et se défont d'une année sur l'autre au hasard des conflits de personne ou d'intérêt.

La forte autorité de l'aîné sur les cadets chez les dioula permet à certains de détourner une partie de la force de travail familiale à leur profit et résoudre ainsi en partie leurs problèmes. Nous avons vu l'exemple d'un planteur qui a fait venir de Guinée ses six frères (dont trois sont mariés et ont des enfants) et leur a fait obtenir à chacun une portion de forêt sensiblement égale à la sienne (20 ha). Ils sont donc considérés comme planteurs et chefs d'exploitation, mais ils doivent à leur aîné (dont le statut se trouve encore renforcé du fait qu'il est le premier arrivé, le bienfaiteur pour ses cadets et le chef du petit campement qu'il a constitué) un temps de travail considérable : trois journées du levée du soleil à 15h sur les cinq jours de travail hebdomadaires.

En outre ce même planteur utilise huit manoeuvres salariés et leur famille à l'année. Ils sont autorisés à cultiver pour eux-mêmes, sont nourris les jours de travail, dorment dans ses propres bâtiments et touchent 20.000 F/an. Ce type de main-d'oeuvre est en général réservé aux planteurs aisés, les autres recrutant des contractuels pour des tâches précises au prorata de leurs disponibilités du moment.

.../...

Malgré cette force de travail considérable, la plantation de l'ainé n'est ni très vaste ni entretenue de façon satisfaisante (*). Outre une organisation déficiente nous voyons à cela plusieurs raisons, en particulier l'absentéisme et surtout les envois fréquents d'argent au village. Ce même planteur a encore un frère aîné resté en Guinée et le même système qui lui permet d'extorquer du travail à ses frères joue également contre lui; il est tenu d'envoyer des sommes importantes comme l'indique la vente l'an dernier de 3 ha de cacaoyers de deux ans à raison de 30.000 F/ha pour faire face aux exigences familiales. Ainsi, l'autorité sur les salariés, mal rémunérés, s'en trouve-t-elle diminuée.

Les exploitations dioula couvrent un large spectre qui va de la plantation qualitativement et quantitativement inférieure aux réalisations bakwé jusqu'à une réussite comparable aux meilleurs planteurs baoulé. Cependant les plantations donnent l'impression que la quantité de travail investie est insuffisante. Dans bien des cas cela provient de débuts difficiles dus à un trop faible apport de départ, d'où résulte un endettement suivi d'un remboursement en travail qui se trouve ainsi détourné de la plantation personnelle. Il est permis de penser que, dans ce cas, une sélection des bonnes terres avec limitation de surface serait plus avantageux pour le planteur que ce système extensif peu productif et très difficile à entretenir.

Les Mossi

Intégrés à de gros campements dioula ou répartis en petits campements dispersés, ils adoptent un comportement différent suivant leur lieu d'implantation ou leur origine. S'il n'a jamais travaillé sur une plantation (soit qu'il vienne directement de Haute-Volta, soit qu'il ait été employé sur un chantier forestier) le planteur mossi aura tendance à reproduire les méthodes de ses voisins immédiats, cultivant selon les cas l'igname ou le riz (ou les deux) et misant soit sur le café soit sur le cacao.

Leur régularité dans le rythme de plantation les rapproche des baoulé et ceci est remarquable vu que ce sont eux qui emploient le moins de main-d'oeuvre salariée et vendent au contraire leur force de travail jusqu'à ce que leur plantation commence à produire. Leurs plantations sont assez

.../...

(*) Bien que plus vaste et mieux entretenue que celle de ses frères.

bien entretenues mais moins extensives que chez les autres ethnies; ceci s'explique sans doute par ce non recours à la main-d'œuvre salariée et le détournement de force de travail vers d'autres plantations. Il faut dire que cette situation est rendue nécessaire par le dénuement dans lequel se trouvent la plupart des mossi à leur arrivée. C'est chez eux que l'on trouve le plus de jeunes migrants célibataires, parfois entassés à cinq dans une petite case. Plus favorisés sont ceux qui arrivent avec leur famille et possèdent ainsi une main-d'œuvre familiale au départ (*); et, a fortiori, ceux qui mènent de front emploi salarié dans un chantier forestier et plantation (confiée à un "petit frère") jusqu'à ce que cette dernière soit en production.

C'est chez les mossi que nous avons noté le plus faible temps de repos journalier. Seul un travail intense leur permet de compenser des situations de départ souvent défavorables.

Les Baoulé

Le principal apport culturel des baoulé est l'igname qui est lié à une pratique culturelle originale. Ils entament leur défrichement en coupant toutes les herbes et plantes non ligneuses ainsi qu'un certain nombre d'arbustes, laissant une quantité suffisante, également répartie, pour servir de tuteur aux ignames. Ils réunissent la matière sèche en fagots au pied des arbres et arbustes restant et mettent le feu. Cela ne suffit pas pour abattre les arbres mais a pour effet de les dessécher; en quelques jours toutes les feuilles tombent. La troisième et dernière opération est le balayage des feuilles et brindilles destiné à mettre la terre à nu pour l'édification des buttes.

Cette opération commence avec les premières pluies (avril) quand la terre est plus facile à travailler. C'est une opération difficile qui peut s'étendre jusque vers le 15 mai. On plante en premier l'igname précoce qui sera récolté en octobre; lors de la récolte, la tige et une portion du tubercule sont immédiatement replantés. Ceci permettra une deuxième récolte en janvier lors de la récolte de l'igname tardif qui avait été planté à la suite des variétés précoces, c'est-à-dire également en avril ou début mai. Parmi les tubercules de la deuxième récolte d'igname précoce, un petit nombre seulement sera consommé, les autres serviront de semences pour la saison suivante.

.../...

(*) Ici, comme partout, l'âge du migrant est une variable très importante.

En totalisant les deux campagnes on atteint une production (relativement faible) de 8 T à l'ha en moyenne (*).

Les buttes sont peu élevées (35 cms) et espacées (1,50 m à 2m) car les racines, nombreuses en surface, rendent nécessaire un sarclage étendu du sol avoisinant. Il reste donc beaucoup de place pour les autres cultures : en fait les bananiers et cacaoyers seront plantés entre les buttes alors que les taro, gombo, aubergines, tomates, piments seront plantés au pied des buttes (une butte gombo, une autre piment, etc...). Les baoulé ont également apporté une cucurbitacée grimpante (*Cucurmeropsis edulis*) qui donne une fois par an au moment de la récolte de l'igname tardif. Pour le consommer, on ouvre le fruit et on laisse pourrir une semaine. Il faut alors retirer les graines encore munies de leur guangue et les mettre dans l'eau; les mauvaises graines flottent et sont jetées, les autres sont séchées et conservées, elles serviront à faire la sauce accommodant le foutou d'igname.

Dans un espace restreint, sur le côté de la parcelle, les femmes cultivent arachide et oignon sur de petites buttes lorsque le sol n'est pas assez profond. Le long de la piste et en bordure de parcelle, du manioc est planté mais rarement consommé (seulement lorsque l'igname vient à manquer).

Après la récolte d'igname, alors que l'on prépare la parcelle suivante, il est fréquent qu'une deuxième culture ait lieu sur une portion de la parcelle qui vient d'être récoltée. Il s'agit en général de maïs et d'arachide. Le champ baoulé présente ainsi une étonnante marqueterie de cultures qui donne une impression de travail intense.

Le planteur baoulé désherbe ses jeunes cacaoyers la deuxième année et en principe deux fois par an jusqu'à maturité. La plupart des cacaoyers étant de variété ghanéenne, il n'est pas rare de voir la première cabosse au bout de trois ans. Sur deux parcelles âgées respectivement de huit et neuf ans un rendement dépassant légèrement 1 T/ha a pu être calculé. Un nombre relativement important de planteurs adhère à la SATMACI ou suit les conseils de ses animateurs; plus de la moitié traite ses cacaoyers contre les parasites.

Défrichement (entre 1 ha et 4 ha/an) cultures vivrières et plantations se succèdent régulièrement (voir efficacité, Tab. 15 et 16), la jachère étant absolument inexistante.

.../...

(*) Presqu'entièrement destinée à l'autoconsommation. La commercialisation est rare et peu importante.

Voyons maintenant quels sont les atouts qui contribuent à la réussite du planteur baoulé :

- *Une méthode astucieuse de colonisation de l'espace.*

Au lieu de se réunir en gros campements comme les dioula (*), ce qui accroît fatalement la distance entre résidence et plantation, les baoulé se répartissent en petits campements, également espacés le long des pistes. L'espace entre les campements est contrôlé et seuls pourront s'y installer des planteurs parents ou amis des premiers installés. Les campements sont souvent composés de gens du même village d'origine (ou de village voisins) voire de parents, ainsi l'entraide joue au niveau du campement. Chacun peut avoir sa plantation en bordure de piste et à proximité de son habitation. Ceci est assurément un net avantage (surveillance, fatigue, transport des denrées, incitation au travail).

- *Une faible contradiction au sein du calendrier agricole entre cultures vivrières et plantation*

(en fait igname/cacao) qui permet de mobiliser la force de travail de façon ordonnée.

- *Un recrutement relativement aisé et avantageux de main-d'oeuvre.*

La proximité de la zone de départ leur permet de faire venir de la main-d'oeuvre du village d'origine. Les chefs d'exploitation passent avec les parents de jeunes garçons et filles des contrats avantageux portant en général sur 6 mois. Les parents sont heureux d'être déchargés de l'entretien de leurs enfants durant ce laps de temps au bout duquel ils reviendront avec quelque argent et le planteur peut se permettre de les sous-payer (**) car la reproduction de leur vie matérielle est encore en partie prise en charge par leur cellule familiale d'origine.

- *Un apport personnel de départ relativement important.*

En fait nombreux sont les planteurs baoulé d'âge mûr qui possédaient déjà une plantation au village d'origine. Même peu productive elle leur permet d'arriver avec un certain avoir et surtout de passer le cap des quatre premières années sans être obligés de faire des contrats chez les autres. En général au contraire ces revenus leur permettent d'employer de la main-d'oeuvre. De plus ils arrivent à Soubré avec un camion, loué pour la circonstance, dans lequel ils ont entassé toutes leurs semences de cultures vivrières. Ils peuvent donc commencer l'exploitation immédiatement.

Nous pensons que ce cumul de plantation est le principal facteur différenciateur vis à vis des autres ethnies.

.../...

(*) Chez ceux-ci l'importance de la vie religieuse crée le regroupement autour de la mosquée.

(**) Grâce également à la relation d'autorité aînés/cadets.

Conclusion :

Après ce rapide survol des systèmes de production une question se pose, celle de l'avenir de l'économie de plantation dans le front pionnier. En d'autres termes un tel système peut-il se reproduire avec ses caractéristiques actuelles qui sont l'extensivité et l'utilisation d'une forte main-d'oeuvre salariée ?

La plantation traditionnelle est extensive pour plusieurs raisons : tout d'abord la faible technicité n'offre que de bas rendements; pour avoir des revenus appréciables il faut de vastes superficies. Celles-ci constituent également des réserves foncières pour l'avenir. Ainsi, plutôt que de nettoyer une parcelle envahie par la brousse, le paysan préférera en créer une autre. D'où une politique d'occupation maximum de l'espace qui se traduit par une immense soif de terres.

Un autre problème est celui du vieillissement des plants. Dans les régions de plantations anciennes les paysans préfèrent émigrer devant l'affaiblissement des rendements plutôt que de régénérer (c'est le cas d'une bonne partie des immigrants baoulé).

D'autre part, il y a, nous l'avons vu, un conflit entre les cultures vivrières et de plantation, au niveau du temps, mais aussi au niveau de l'espace. En effet, l'extensivité implique que chaque année ou tous les deux ans la parcelle de vivrier soit plantée. Ceci contribue à rejeter toujours davantage le vivrier sur la périphérie jusqu'à ce qu'il rencontre une limite avec un autre planteur. A ce moment il n'y a plus de terre pour la jachère et le planteur se trouve devant un choix : ou bien abandonner le vivrier, ou bien effectuer une nouvelle migration. Ceci d'autant plus que si les cinq ou six premières années la plantation comporte encore en son sein taro, banane, ananas, etc.. il n'en est plus de même par la suite. (Cette négligence du vivrier apparaît d'autant plus absurde que si l'on tient compte des faibles rendements de la plantation et de son important budget main-d'oeuvre il est souvent plus avantageux de commercialiser du vivrier).

Une conclusion s'impose donc : la plantation traditionnelle n'est pas un système qui peut indéfiniment se reproduire sur place mais exige au contraire toujours de nouvelles terres, cette condition étant aggravée par le mouvement migratoire qui l'alimente. Il semble qu'avec l'ouverture du Sud-Ouest l'économie de plantation traditionnelle a connu un dernier sursaut de vitalité de courte durée. En effet, la forêt s'épuise à une vitesse considérable et les superficies énormes réservées pour les grands aménagements (cf. carte chap. IV) ne laissent qu'un espace restreint pour le migrant individuel. Déjà des signes de saturation sont présents.

Enfin l'économie de plantation traditionnelle ne peut se passer d'un important volant de main-d'oeuvre. A l'heure actuelle, et c'est sans doute un phénomène général, on assiste à une raréfaction de la main-d'oeuvre qui devrait à la fois contribuer à limiter la superficie des plantations et gêner considérablement les jeunes planteurs dont l'âge ne leur permet pas d'accéder à une véritable main-d'oeuvre familiale.

Le problème de l'intensification de l'économie de plantation est donc d'ores et déjà posé.

IV - LA TRANSFORMATION DES ESPACES NATURELS EN ESPACES HUMANISES

Paysages du présent et de l'avenir

(*)

1. Structure et dynamique d'une forêt primaire/sous l'action anthropique :

Le "profil" de la forêt dense a souvent été décrit à un niveau très général. Les botanistes distinguent habituellement cinq "strates" où les feuillages présentent une "densité" maximum :

- une strate de grands arbres qui atteignent une quarantaine de mètres de hauteur, les troncs peuvent dépasser deux mètres de diamètre à la base, les cimes de ces "émergents" sont très étalées et sont souvent contigües.
- une strate d'arbres de 20 ou 30 m de hauteur qui forment une voûte continue où les feuillages s'interpénètrent. Cette "canopée" est souvent un intergrade.
- une strate arborescente inférieure, intermédiaire, constituée des petits arbres du sous-bois avec souvent de jeunes arbres des strates supérieures.
- une strate arbustive de quelques mètres de hauteur.
- une strate herbacée discontinue composée d'un ensemble d'espèces et de variétés peu différenciées en mélange avec un ou plusieurs étages de plantules d'arbres.

Sous la pression grandissante d'une mise en valeur récente et dynamique, individuelle ou résultant d'une politique concertée, le milieu naturel se métamorphose en cinq paysages qui représentent soit des types différents de mise en valeur, soit des étapes successives à l'intérieur d'un même cycle culturel. Cette succession se traduit par un emboîtement d'états saisonniers et pluri-annuels.

.../...

(*) Les recherches dont ce document fait la synthèse a permis de mettre au point des méthodes et des techniques d'études géobotaniques nouvelles extrêmement élaborées. En raison de leur caractère hautement technique et spécifique, les terminologies, les classifications et les concepts nouveaux mis en oeuvre ne seront pas repris ici. Les spécialistes pourront avec profit se rapporter aux documents originaux, tout particulièrement au rapport final et ses annexes - mars 1977 - Abidjan M.R.S.

L'action de l'homme peut être située avec précision dans le profil vertical du paysage, en s'intensifiant elle tend à le modifier sur un plus grand nombre de "strates" végétales puis d'"horizons" du sol. Le plus souvent elle consiste en une dégradation (suppression de certains horizons ou modification de leur structure globale) suivie d'une aggradation (création de nouveaux horizons liés aux plantes cultivées ou de nouvelles structures liées aux façons culturales).

Après une brutale dégradation du couvert végétal due à l'exploitation forestière (*) et, surtout, aux défrichements, la reconstitution du paysage se fait d'abord par les cultures vivrières, puis soit par la plantation et la croissance des cultures de rente, soit par le recru naturel en cas de jachère. A ce dernier stade, les différences entre les paysages de plantations et de jachères peuvent s'estomper en raison de la faible quantité de travail investie par certains planteurs.

Une typologie des paysages humanisés peut donc s'effectuer autour de trois dynamiques : l'exploitation forestière et les différentes intensités du défrichement traditionnel, puis la constitution d'un paysage humanisé et, enfin, la stabilisation d'un paysage de jachères et de plantations anciennes. Nous considérerons donc la dégradation, l'aggradation et l'homogénéisation des paysages sous l'action de l'homme.

La dégradation des paysages :

Les défrichements traditionnels s'effectuent selon trois techniques qui correspondent à trois degrés d'intensité de dégradation du couvert végétal.

Le défrichement sous forêt, rarement pratiqué, a pour but la plantation immédiate d'une parcelle en culture de rente sans passer par le stade des cultures vivrières. C'est un défrichement progressif. Il ne s'attaque au départ qu'aux strates basses, situées à hauteur d'homme, afin de dégager seulement l'espace suffisant pour la plantation. Par la suite, conjointement à la surveillance du recru, le planteur procèdera

.../...

(*) L'exploitation forestière résulte d'un système de production économique qui échappe au front pionnier et dont l'analyse déborde le cadre de cette étude. Il faut simplement noter son importance (263.000 tonnes en 1957 ... près de 3.000.000 en 1972) et la part du nouveau port de San Pedro dans l'exportation du bois (déjà plus du tiers des grumes et du débité). Il peut sembler illusoire de vouloir arrêter, même localement, cette exploitation de l'"or vert" en en faisant intervenir que le sentiment de protéger la nature ...

à un éclaircissement des strates moyennes, qui pourra se poursuivre sur plusieurs années au fur et à mesure de la croissance des cacaoyers. L'état final sera une plantation sous fûtaie relativement dense, le défrichement des arbres étant limité par la nécessité de respecter les jeunes plants de cacao. Le paysage apparaît alors assez peu humanisé. Sous une voûte de feuillage parfois jointif de nombreux arbres jeunes sont conservés sur une grande partie du profil, la plantation elle-même reste assez lâche et laisse poindre par endroits des recrues arbustifs mal contrôlés.

Les deux autres types de défrichement se distinguent par la technique de destruction des grands arbres, la hache ou le feu.

L'intensité du défrichement par abattage mécanique ne se mesure qu'au nombre des grands arbres conservés. Elle dépend donc étroitement des outils utilisés, hache ou même tronçonneuse, et de la quantité de travail investie, main-d'oeuvre familiale ou main-d'oeuvre salariée. Ce type de défrichement tend à être de plus en plus radical et à supprimer toute trace de forêt, particulièrement lorsqu'il s'attaque à d'anciennes jachères où une partie du couvert végétal supérieur avait déjà été supprimé. En règle générale les forêts bien développées ne peuvent être totalement défrichées par la seule force du travail du planteur moyen. Ainsi, sur certaines parcelles, il arrive que subsiste une dizaine de grands arbres à l'hectare. Ce paysage est beaucoup plus humanisé que le précédent. Les différences essentielles se situent au niveau du *métaplexion supérieur* défini ici par des souches coupées au dessus des contreforts et par des troncs couchés mêlés à des branchages que le feu n'est pas parvenu à consumer entièrement. Un autre trait caractéristique de ce paysage est l'épandage discontinu d'une couche de cendre d'épaisseur très variable.

Le dernier type de défrichement est surtout pratiqué par l'ethnie baoulé. Dans un premier temps, le paysan coupe à la machette les strates herbacées et les plages lianescentes ainsi que quelques arbustes de faible diamètre. Il laisse certains de ces arbustes uniformément répartis pour servir de tuteur à l'igname. Le matériau végétal séché est ensuite réuni au pied des arbres pour y être brûlé. Seuls quelques grands arbres à l'écorce résistante et quelques arbres moyens en pleine croissance peuvent résister au traitement. La mort des arbres est plus ou moins rapide, le dessèchement et la chute des feuilles peuvent s'étaler sur plusieurs semaines, quant à la chute des troncs elle peut se poursuivre sur plusieurs années. Ce paysage est le plus caractéristique du front pionnier. Par le nombre de troncs auxquels se rattachent quelques feuillages desséchés, il peut encore offrir une impression de densité au début. Mais après moins de trois mois, la parcelle prend cet aspect désolé et fantomatique qui surprend celui qui vient de la "forêt noire". Le couvert végétal se réduit à des troncs dénudés, blanchâtres, surmontés de grosses branches tortueuses, qui pourrissent sur pied et qui se fracassent au sol de temps en temps...

.../...

L'évolution de la parcelle sera celle de la future plantation de cacaoyers. Mais il faut souligner que le défrichement détermine un état de surface du sol qui, dans d'autres situations morpho-pédologiques, pourrait être un signe très négatif au départ. Les stades suivants participent à la reconstitution du paysage par la culture. En effet, le défrichement, quel que soit son type n'est qu'un état transitoire du paysage. Dès les premières semaines il est destiné à laisser la place aux cultures vivrières.

L'agradation culturelle :

Après un stade presque nul, la production végétale reprend par les cultures vivrières puis par les cultures de rente, elle reste beaucoup moins intense que celle qui serait liée à un recru naturel. L'homme intervient comme facteur de contrôle et de limitation. Dans le cas du champ de riz, la surveillance de ce recru herbeux n'est plus nécessaire lorsque les touffes de riz sont jointives et offrent un couvert dense. La concurrence avec les autres graminées semble jouer en faveur du riz lorsque celui-ci passe d'une structure *acloïde* à une structure *néso-phlogoïde stomaphique*. Cette concurrence est très importante dans les premières semaines; le paysan bakwé réutilise en effet souvent d'anciennes friches qui forment généralement un couvert *améroïde* très dense mais qui ont favorisé l'extension des graminées le long des sentiers. Dans le cas du champ d'igname, le recru a tendance à être plus permanent. Il doit donc être surveillé jusqu'à la récolte surtout pour protéger le développement des cultures dérobées, plantées entre les buttes (taro, aubergines, tomates ...). Ces cultures vivrières coexistent pendant un certain temps avec les cultures de rente. Bananiers et taros sont souvent maintenus pendant plusieurs années dans les parties les moins densément plantées de cacaoyers ou de caféiers. Ce sont donc les cultures de café-cacao qui assurent la continuité de la courbe de productivité végétale. Mais, la régénération de la végétation naturelle peut être très importante dans les vieilles plantations mal venues ou mal entretenues.

Le comportement de ce paysage est évidemment déterminé par le planteur baoulé. Les changements d'état saisonniers du profil de référence sont d'ailleurs très peu sensibles : l'hydromorphie du milieu varie peu de la saison sèche à la saison des pluies et, seule, la structure des strates végétales supérieures permet de ranger cette forêt en intergrade entre la forêt sempervirente et la forêt semi-décidue.

Les deux types d'utilisation de cette forêt sont surtout caractérisés par :

.../...

- le défrichement déjà défini des strates végétales, celles-ci se réduisent à des troncs d'arbres morts sur pied, non décomposés et les strates primitives sont remplacées par de nouvelles strates denses mais peu diversifiées (jeunes cacaoyers);
- le remplacement des strates végétales par des horizons plus nombreux et plus diversifiés soumis à des changements d'états saisonniers naturels ou anthropiques plus nets;
- la suppression des litières des végétaux en décomposition, ratissées et brûlées lors du défrichement, et leur remplacement par une litière herbacée non décomposée, discontinue et peu épaisse.

Ces deux états sont transitoires, ils dureront encore deux ou trois ans avant que ne subsistent et se développent les seuls cacaoyers.

A ne considérer que le seul relevé de référence, deux indices laisseraient supposer que ce milieu forestier est loin de son développement maximum : la dynamique de la végétation caractérise une forêt jeune et la proximité des *altérites* caractérise un système d'érosion subactuel. La génétique du paysage naturel devrait donc être dominée par des processus forestiers plus typiques et plus nombreux : densification et pérennisation du couvert végétal supérieur, stabilisation et structuration des strates végétales inférieures, pédo-plasmation des horizons minéralogiques supérieurs ...

L'évolution du paysage humanisé peut, elle aussi, être considérée comme irréversible. Les différences structurales et fonctionnelles avec les plantations bakwé plus anciennes sont nettes (suppression de la quasi-totalité de la végétation originelle ...), elles laissent supposer une régénération forestière ultérieure beaucoup plus lente.

Les plantations arbustives traditionnelles peuvent, dans les parcelles les mieux entretenues, les plus proches du village ou du campement, évoluer jusqu'à un paysage de structure simple mais de fonctionnement très productif. Sous les feuillages des cacaoyers, situés entre un mètre et demi et cinq mètres environ, ne poussent, au sol, que de rares plantules, géophiles, fougères ... Sous une importante litière de feuilles mortes très continue, un horizon de décomposition défini par une intense vie végétale et animale couvre toute la surface du sol.

Mais ce type de paysage est loin d'être très répandu. L'humanisation se traduit plutôt par un accroissement de l'entropie du milieu naturel.

.../...

L'homogénéisation des paysages :

On a l'impression, à tort ou à raison, que toute l'Afrique forestière va se transformer en ce paysage très monotone de "brousses", de "friches" et de champs diffus, dominés par quelques palmiers et quelques très grands arbres derniers témoins de la forêt dense. Déjà en pays bakwé, mais surtout en pays dida, bété ou guéré situés plus au Nord, c'est ce paysage de bord de route qui est, finalement, le plus caractéristique.

Il est très difficile de découvrir les discontinuités structurales et fonctionnelles dans ce magma végétal. Un même type de paysage semble s'installer sur toutes les localisations morpho-pédologiques et semble résulter de n'importe quel mode de production traditionnel. Toutefois, une analyse plus fine permet de distinguer au moins deux stades d'homogénéisation, celui des vieilles plantations plus ou moins abandonnées mais qui ont encore une organisation complexe et celui des parcelles de cultures vivrières en friche qui ont une organisation beaucoup plus simple. Ce dernier type de paysage pourrait se diversifier et stabiliser sa productivité avec le temps, s'il n'y avait pas, toujours, un nouveau défrichement et une nouvelle mise en cultures.

L'effet le plus tangible de l'action anthropique sur le milieu forestier est donc une homogénéisation du paysage même si les premiers stades sont un apport d'ordre ou de diversité.

Cette remarque, un peu théorique, signifie l'appauvrissement de la vie animale et végétale et, surtout - mais ce serait à un psycho-sociologue d'en déduire l'importance exacte - une uniformisation d'un cadre de vie (trop ?) grandiose dans son expansivité naturelle. Deux faits majeurs tempèrent cette conclusion partielle :

- pour le fonctionnement physique du milieu (érosion, humidification ...) les végétations cultivées ou secondaires se révèlent d'assez bons milieux de remplacement de la forêt. Le développement et la permanence du *métaplexion* sont les signes de ce nouvel équilibre.

- les plantations industrielles et traditionnelles encadrées apportent un regain d'organisation et de productivité naturelles appréciables, pouvant même dépasser celles de la forêt primaire.

Et, pour le moment, l'absence de contraintes naturelles marquées et l'homogénéisation du couvert végétal se traduisent par une occupation de l'espace aléatoire et uniforme quelle que soit l'échelle de sa perception.

2. L'espace du terroir et l'espace du front pionnier

Conclusions :

Tout au long de cette analyse d'un front pionnier en pleine expansion, nous avons été amenés à porter de nombreux jugements sur l'espace. Qu'il s'agisse de la trame des organisations naturelles ou de la projection des mouvements et des activités humaines, l'espace est un objet d'étude privilégié, un moyen de mettre en évidence certains déséquilibres dans la balance de l'homme et de son milieu.

Nous reprendrons ici les remarques les plus importantes, conclusions partielles à l'étude de ce front pionnier et commentaires des documents cartographiques proposés en hors texte.

Un terroir autochtone sans organisation privilégiée

A la différence des espaces villageois ordonnés en auréoles concentriques qui caractérisent les pays de savanes, le terroir du projet pilote serait plutôt marqué par une absence d'organisation.

L'espace humanisé est longtemps resté le même, allongé le long de la route, il pénétrait peu dans la forêt dense de l'Ouest et de l'Est. Les plus anciennes plantations s'échelonnent de part et d'autre de la route ou, évitant les bas-fonds proches du village, sont déjetées au bout d'un sentier sur l'interfluve suivant. Mais, maintenant, cacaoyers et caféiers comblent, un peu au hasard, les espaces intersticiels. On ne peut même pas dire que la densité de l'occupation du sol soit plus importante vers le centre du terroir que vers ses bordures ...

Cette absence d'organisation remarquable révèle au moins un double "équilibre". D'une part, le milieu naturel ne recèle aucune contrainte majeure à l'occupation du sol par les bakwé. Sauf certains bas-fonds longtemps inondés, toutes les situations paysagiques peuvent être exploitées dans ce système de production autochtone encore très archaïque. Le support physique favorable au tracé de la route l'est pourtant beaucoup moins à une mise en valeur agricole intensive. Une deuxième raison possible à cette absence d'organisation est, d'autre part, le système de production lui-même. En regard à la faiblesse des forces de travail mises en oeuvre, il est peut-être indifférent que le lieu de travail se trouve proche ou éloigné du village. Le "travail au champ", qu'il concerne la culture vivrière ou la culture de rente, prend, ici, des allures de promenade et de cueillette.

.../...

A cet "équilibre" qui recouvre en fait une absence de problématique entre le bakwé et son milieu s'oppose le dynamisme du front pionnier.

Un front pionnier guidé par les pistes forestières

Le cliché que nous pouvons donner du front pionnier ne doit pas être trompeur. Elaboré en 1976 ou fixé sur des photographies aériennes datant de 1973, il risque d'être rapidement périmé.

On retrouvera pourtant un de ses traits majeurs : *la piste forestière*. Sans piste forestière il n'y aurait probablement pas de front pionnier. C'est elle qui préside à la répartition des hommes, le migrant hésitant à s'installer en pleine forêt, isolé dans ce milieu qui lui est souvent totalement étranger.

La trame du peuplement est ainsi constituée par le réseau des pistes ouvertes par les exploitants forestiers sur cette marge orientale de la forêt Taï. Mais la migration s'accélère plus rapidement que le tracé des pistes. En 1971, la population du secteur étudié était de 591 personnes et les pistes avaient une longueur de 80 kms. En avril 1975, la population atteint 2.620 personnes alors que les pistes n'augmentent que de 60 %. Dès la première date, les forestiers avaient atteint les limites du Parc National, s'enfonçant le plus rapidement possible jusqu'aux zones vierges quitte à exploiter par la suite les surfaces laissées intactes en cours de route. La migration massive, qui débute en 1969 pour les baoulé et en 1971 pour les étrangers, se calque d'abord sur ce mouvement rapide vers l'Ouest et vers le Sud. Depuis, elle comble les espaces vides à l'arrière de l'extrême avancée du front pionnier, elle installe ses campements et ses champs dans une suite presque continue le long des pistes principales et retrouve maintenant, par ce "reflux", le terroir bakwé.

Conjonction favorable au migrant : le réseau arborescent des pistes forestières, négatif du réseau hydrographique, suit les interfluves et relie ainsi les *segments paysagiques* les plus favorables aux plantations arbustives de café-cacao. Les parcelles allongées le long de la piste sont souvent situées dans ce paysage de forêts en croissance et de sol *gravo-structichrome* qui occupe le sommet des croupes subaplanies et qui offre le plus de potentialités à la culture de rente (*paysage 3 ...*).

Enfin, une dernière image provisoire, celle des projets d'aménagement régionaux du Sud-Ouest ivoirien. Elle montre que l'espace est réservé et qu'il n'en restera guère pour les nouveaux immigrants.

EXTENSION ET REPRODUCTION DU FRONT PIONNIER

Le front pionnier étant en pleine évolution et tous ses caractères ayant une forte composante dynamique, nous ne voulons pas présenter une conclusion générale qui serait immanquablement entachée d'un formalisme statique et plus ou moins définitif.

Ici, le lecteur trouvera au contraire : en amont du phénomène pionnier, une liste de facteurs prédisposant et accompagnant cet accroissement des activités humaines et surtout, en aval, des indications concernant la manière dont il convient de suivre l'événement dans sa totalité et dans sa perpétuelle mouvance.

Echappant en partie au fonctionnement de l'espace étudié, voici, du plus général au plus spécifique, quelques éléments de réponse au problème du front pionnier, quelques facteurs qui en favorisent l'installation :

- la très faible densité de la population autochtone bakwé, son morcellement et sa structure sociale peu hiérarchisée,
- le désenclavement récent de la région à la suite de la création du port de San Pédro et de l'ouverture de l'axe routier San-Pédro - Soubré - Issia ou Gagnoa,
- l'extension de l'économie de plantation vers l'ouest, basée sur la culture spéculative du café et du cacao,
- la localisation des terroirs autochtones le long des fleuves ou le long des routes d'interfluve qui laisse libres les meilleurs terres pour les cultures de rente,
- la présence de chantiers forestiers et d'autres entreprises salariales qui servent de relais au migrant et lui permettent d'acquérir le petit capital nécessaire à la plantation,

.../...

- le tissage d'un important réseau de pistes forestières à l'avancée des chantiers d'exploitation du bois,
- la structure familiale des exploitations qui permet une occupation de l'espace très entreprenante, très mobile et très extensive,
- la passivité des autorités administratives devant le développement de cette extension,
- l'accueil favorable des autochtones et leur propension à donner la terre sans contre-partie monétaire,
- et, enfin, la plantation de caféiers et de cacaoyers elle-même qui peut constituer un investissement rentable de la force de travail et qui se révèle à la longue un assez bon milieu de remplacement de la forêt.

Cependant certains signes, notamment les premiers conflits entre autochtones et migrants ainsi qu'entre migrants eux-mêmes, liés à la raréfaction de l'espace disponible, laissent déjà entrevoir les limites du phénomène.

Pour cerner ce phénomène pionnier dans son ensemble, en intégrant différentes approches complémentaires, et pour assurer le suivi de ce genre d'étude dans le temps, nous proposons - conclusion méthodologique de notre travail - de privilégier certaines opérations de recherche :

- cartographie exhaustive à moyenne échelle de toutes les routes, pistes, villages et campements, en relevant les dates d'ouverture des voies de communication et de fondation des campements,
- recensement démographique exhaustif de la zone étudiée en privilégiant les questions : 1) ethnie, sexe, date et lieu de naissance; 2) date d'arrivée dans la région et 3) statut matrimonial et professionnel (chef d'exploitation, aide familial...). Ces données sont destinées à fournir une carte ethno-démographique par points. Elles permettent aussi d'obtenir une image assez fidèle de la composition ethno-sociologique de la population. Précisons que chaque année les nouveaux campements devront être repérés et faire l'objet d'une enquête similaire,
- cet inventaire systématique sert de base à un échantillonnage pour des enquêtes plus fines portant sur les caractéristiques sociologiques et économiques. L'enquête sociologique comportera essentiellement des interviews biographiques visant à reconstituer les parcours migratoires, les étapes et les emplois

fréquentés. Elle visera aussi à élucider la structure et la composition des unités de production. L'enquête économique visera, elle, à confronter le système de production au milieu préexistant. Pour cela, elle comportera une mesure précise du parcellaire, un inventaire des techniques culturelles, une évaluation de la répartition des tâches et des temps de travaux et la mise en évidence des circuits d'autorité et d'accumulation. La synthèse de ces deux enquêtes pourra mettre en lumière d'éventuelles contradictions au sein des systèmes de production,

- en liaison avec l'enquête économique et notamment lors du levé parcellaire, il convient de déceler les déséquilibres du milieu naturel les plus irréversibles. Pour ce faire, il faut effectuer des relevés comparatifs de paysages plus ou moins anciennement et plus ou moins intensément humanisés. Ces séries de relevés peuvent être traduits sur une ou plusieurs cartes exprimant à la fois l'organisation de l'espace naturel et l'emprise humaine sur cet espace. Cette occupation du sol par l'homme peut être aisément levée sur photographies aériennes à moyenne ou grande échelle (1 : 20.000 en forêt). La photographie répétée de la même zone permettrait de mettre en évidence la dynamique du front
- enfin, toujours pour assurer le suivi de cette recherche, un moyen simple d'évaluer les progrès de la pression foncière est de se tenir informé auprès des autorités du nombre et de la localisation des conflits à propos de l'espace, puis d'effectuer de brèves enquêtes auprès des campements importants pour évaluer le nombre de migrants acceptés ou refoulés et l'éventuelle baisse des superficies attribuées.

ROLE DES SCIENCES HUMAINES DANS LA POURSUITE DU PROJET TAI

L'étude qui précède a été volontairement focalisée sur une des modalités d'occupation de l'espace parmi d'autres : la colonisation de la forêt par des planteurs inorganisés. Mais ce type d'implantation alimenté par un important flux migratoire, se trouve déjà circonscrit et limité puisque de nombreux projets d'aménagement économique ont déjà défini leur périmètre d'action, ne laissant que peu d'espace libre. Il est donc maintenant nécessaire d'étudier les autres formes d'occupation de l'espace forestier et pour cela nous devons considérer le Sud-Ouest dans son ensemble en procédant cependant à des analyses ponctuelles qui permettront d'affiner la qualité de l'information dans un but de comparaison.

Il conviendrait, dans cette optique, d'examiner les systèmes de production suivants :

- les plantations encadrées par la SATMACI
- Les blocs cacaoyers
- Les systèmes mis en place par les efforts de restructuration rurale (synonyme d'intensification)
- Les plantations villageoises associées aux plantations des Sociétés d'Etat
- Les plantations industrielles.

Le fil conducteur devait être le rapport entre le niveau technologique requis (et donc l'investissement), la qualité et la forme de travail nécessaires ainsi que les revenus assurés par les différents types d'activité. Nous pourrions ainsi, grâce à la mise en lumière des disparités, cerner les futures tendances au niveau de la région.

Nous tenons également à souligner l'importance de deux approches qui nous paraissent essentielles pour mener à bien cette étude :

- la photographie aérienne, qui permet de restituer les réalisations économiques dans le contexte plus général du milieu naturel et de mettre ainsi en évidence le rapport entre les formes d'occupation de l'espace et les contraintes différentes que le milieu oppose à chacun des types de mise en valeur (qui sont l'expression de niveaux technologiques et d'organisation du travail distinctes).
- la collaboration de naturalistes afin de définir localement les contraintes et potentialités que le milieu peut offrir à telle ou telle innovation et par conséquent les formes de travail qui seraient les mieux appropriées.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMIN (S.) - 1974 : Modern Migrations in Western Africa/ Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest
London. Oxford University Press, 426 p.
- AMSELLE (J.L.) - 1976 : (Ed.) Les migrations africaines
Paris, Maspero, 126 p.
- ANCEY (G.) - 1974 : La monnaie mossi, un pouvoir non libératoire de règlement
ORSTOM, Ouagadougou, 176 p.
- ANCEY (G.) - 1974 : Facteurs et systèmes de production dans la société mossi d'aujourd'hui : migrations - travail - terre et capital
ORSTOM, Ouagadougou, 123 p.
- BEAUDOU (A.G.) et COLLINET (J.) - 1977 : Contribution à la terminologie typologique des sols
Abidjan, Centre ORSTOM d'Adiopodoumé, 8 p. (*document de travail*).
- BRUYNE (P. de), HERMAN (J.) et SCHOUTHEETE (M. de) - 1974 :
Dynamique de la recherche en sciences sociales
Paris, P.U.F., 240 p.
- CHATELIN (Y.) - 1976 : Contribution à une épistémologie des sciences du sol
Dijon, Thèse Fac. Sciences, 142 p.
- CHATELIN (Y.) - 1974 : Les sols ferrallitiques (III) l'altération.
Initiations et Doc. Tech ORSTOM n° 24, 144 p.
- CHATELIN (Y.) et MARTIN (D.) - 1972 : Recherche d'une terminologie pédologique applicable aux sols ferrallitiques
Cah. ORSTOM, sér. Pédol. 10, (1), pp. 25-43
- CHAUVEAU (J.P.), RICHARD (J.) - 1975 : Organisation socio-économique Gban et économie de plantation
Abidjan, Centre ORSTOM de Petit Bassam, 88 p.
- GUILLAUMET (J.L.) - 1967 : Recherches sur la végétation et la flore de la région du Bas-Cavally (Côte d'Ivoire)
Mémoire ORSTOM n° 20, 247 p.
- HAGGETT (P.) - 1973 : L'analyse spatiale en géographie humaine
Paris, A. Colin, 390 p.

- HAERINGER (Ph.) - 1968 : L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines
Cah. ORSTOM, sér. Sci. Humaines, 10 (2), pp. 3-32
- HALLE (F.) et OLDEMAN (R.A.A.) - 1970 : Essai sur l'architecture et la dynamique de croissance des arbres tropicaux
Paris, Masson, 178 p.
- MARTINET (Fr.) - 1974 : Migrations rurales mossi en pays Bwa et Samo (aspects sociologiques). Les structures des groupements immigrés
ORSTOM, Ouagadougou, 55 p.
- MANGENOT (G.) - 1955 : Etudes sur les forêts des plaines et des plateaux de la Côte d'Ivoire
Etudes éburnéennes, IFAN, 4, pp 5-61
- MEILLASSOUX (C.) - 1975 : Femmes, greniers et capitaux
Paris, Maspero, 254 p.
- OLDEMAN (R.A.A.) - 1974 : L'architecture de la forêt guyanaise
Mémoire ORSTOM, n° 73, 204 p.
- QUESNEL (A) et VAUGELADE (J.) - 1975 : Les mouvements de population mossi Démographie et migrations
ORSTOM, Ouagadougou, 158 p.
- RICHARD (J.F., KAHN (F.) et CHATELIN (Y.) - 1977 : Vocabulaire pour l'étude du milieu naturel (tropiques humides)
Cah. ORSTOM, sér. Pédol., 15 (1) (à paraître)
- ROUGERIE (G.) - 1960 : Le façonnement actuel des modelés en Côte d'Ivoire forestière
Mémoires IFAN, n° 58, Dakar, 542 p.
- SAUTTER (G.) - : Les structures agraires en Afrique Tropicale
Paris, CDU, 267 p.
- SCHWARTZ (Al.) - 1971 : Recensement démographique du canton Bakwé de la Sous-Préfecture de Soubré
Abidjan, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, 51 p.
- Collection : Atlas des Terroirs Africains et Malgaches
(G. SAUTTER et P. PELISSIER ed.) - Paris, Mouton
- Le Milieu Naturel de la Côte d'Ivoire :
(AVENARD J.M., et al.) - Mémoire ORSTOM n° 50, 391 p
(Carte h.t.)